

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333**
Extérieur:
1-800-463-2362

LE SOLEIL

**POUR VENDRE
LOUER
ACHETER
LES ANNONCES CLASSÉES
647-3311**

DIMANCHE 26 NOVEMBRE 1989 QUÉBEC, 93^e ANNÉE, NO 326
48 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3 00\$
MONTREAL-ILES DE LA MADELINE-GASPESIE-ARCTIC 60\$

50¢

LE SPORT

Défaite crève-cœur des Nordiques devant les Sabres

Pierre Turgeon a marqué son 11^e but, 16 secondes avant la fin du match, permettant aux Sabres de Buffalo de l'emporter 3-2 sur les Nordiques, hier soir. **S-2 et S-3**

TENDANCES

Des adolescents « colleux » mais qu'on aime bien

Ils ont dans la vingtaine et s'accrochent au confort de la demeure familiale. Les parents d'aujourd'hui doivent composer avec cette nouvelle réalité. **B-1**

LES ARTS

Il chante, manie l'épée et monte à cheval

L'acteur belge Philippe Volter ajoute constamment des cordes à son arc. Ainsi dans « Les Bois noirs » de Dery, il chante, manie l'épée et monte à cheval. **C-1**

GROS PLAN

Le sommet de Malte inquiète l'Europe de l'Ouest

Tandis que le bloc de l'Est n'en finit pas de craqueler, les deux Grands, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, préparent leur rencontre de décembre à Malte. **A-13**

LE MONDE

Un rapport remet en question la stratégie militaire US

Des experts américains estiment que leur pays est en mesure de prévoir beaucoup plus tôt qu'on le croyait une attaque générale soviétique en Europe. **A-8**

LE QUÉBEC

Le ministre Tremblay ne magasine jamais le dimanche...

Le ministre Gérald Tremblay, celui qui devra trancher l'épineux débat sur l'ouverture dominicale des commerces, ne magasine jamais le dimanche. **A-6**

LA RÉGION

Une fondation refusera l'argent des pénalités

La Fondation de l'Hôtel-Dieu de Lévis a fait savoir qu'elle refusera l'argent des pénalités imposées aux infirmières dans le cadre de l'application de la loi 160. **A-3**

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3 et A-4
Le Québec	A-5 et A-6
Le Canada	A-7
Le Monde	A-8 et A-14

Annonces classées	C-5 à C-9
Arts	C-1 à C-4
Bandes dessinées	B-8
Décès	C-10
Échecs	B-7
Économie	A-9 à A-11
Éditorial	A-12
Feuilleton	C-7
Gros plan sur le monde	A-13
Horoscope	B-7
Mots croisés	B-7
Mot mystère	B-7
Où aller à Québec	C-4
Patron	C-9
Scrabble	B-7
Yves Bernier	A-5

LA MÉTÉO

Neige parfois mêlée de bruine verglaçante. Probabilité de précipitations : 60 %. Maximum : près de -2. Demain : ensoleillé avec des passages nuageux. **S-16**

Tchécoslovaquie

La lutte pour le pouvoir s'annonce dure

PRAGUE (Reuter, AFP) — Quelques heures après une manifestation qui a réuni 500 000 personnes hier à Prague, les nouveaux dirigeants de la Tchécoslovaquie ont annoncé la tenue, aujourd'hui, d'une nouvelle réunion d'urgence du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, alors que se dessine une lutte pour le pouvoir entre le premier ministre Ladislav Adamec et le nouveau chef du PCT Karel Urbánek.

L'agence tchécoslovaque CTK a affirmé que le Bureau politique avait demandé au Comité central de se pencher sur d'importantes questions politiques et d'organisation.

Sept des 13 membres du Bureau politique avaient été limogés, vendredi, lors d'une réunion de 16 heures du Comité central. Le nombre de membres du Bureau politique avait alors été réduit de 13 à neuf. Hier, deux membres du Bureau poli-

tique, qui avait survécu à cette purge, ont été limogés à leur tour. L'agence CTK a annoncé que Miroslav Stefan, chef du PCT à Prague, et Miroslav Zavadil, patron des syndicats, avaient « remis leur démission ».

La démission de Stefan est significative. C'est lui, vendredi, qui avait réussi à persuader les éléments conservateurs du Comité central d'exclure du Bu-

Suite A-2, Prague...

Autre texte en page A-2



La manifestation d'hier a réuni un demi-million de personnes à Prague.

Mulroney ne croit pas la guerre froide terminée

LENINGRAD — Le premier ministre Brian Mulroney a quitté l'URSS, hier, satisfait de l'évolution positive des relations canado-soviétiques, saluant le passage de l'affrontement stérile à une période fructueuse pour les relations Est-Ouest, mais sans pouvoir affirmer que la guerre froide était définitivement chose du passé.

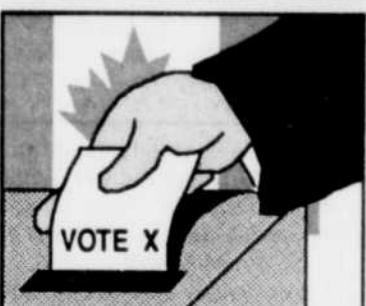
par PIERRE-PAUL NOREAU
envoyé spécial du SOLEIL

Au cours de la conférence de presse clôturant son périple d'une semaine en Suède et en Union soviétique, M. Mulroney a réitéré la nécessité qu'il y avait de maintenir les alliances en place. Cette position est soutenue également par le président Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué le premier ministre.

Il y a lieu de réagir avec prudence à cette période de transition, croit-il. La réduction des armements des deux côtés est en ce sens essentielle pour acquiescer une plus grande confian-

Suite A-2, Mulroney...

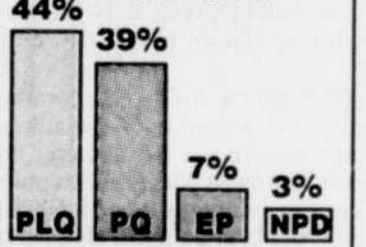
Autre texte en page A-2



S'il y avait des élections fédérales aujourd'hui, pour lequel des partis suivants voteriez-vous ou seriez-vous tenté de voter ?



S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui, pour lequel des partis suivants voteriez-vous ou seriez-vous tenté de voter ?



Sondage Sorécom - LE SOLEIL - CKAC Les Québécois restent fidèles au Parti conservateur

Pendant que les conservateurs de M. Brian Mulroney piquent du nez dans le reste du Canada, ils effectuent une remontée au Québec, où ils ont gagné trois points au cours du dernier mois.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

Le dernier sondage Sorécom réalisé pour le compte du SOLEIL et de la station radio-phonique CKAC, entre les 10 et 19 novembre, accorde 40 % des intentions de vote des Québécois au PC, 35 % au Parti libéral, 23 % au NPD et 3 % aux autres partis. Avant répartition, la proportion d'indécis était de 16 %.

Un mois plus tôt, les résultats obtenus par Sorécom étaient les suivants : PC 37 %, PLC 35 %, NPD 24 %, autres partis 3 %. Il y avait 21 % d'indécis.

Un total de 1018 personnes choisies au hasard systématiquement ont été interrogées par téléphone. Avec un tel échantillon, la marge d'erreur possible est de l'ordre de 3 %.

L'effet Meech ?

La remontée des conservateurs contraste avec la tendance observée ailleurs au pays. Le dernier sondage Gallup effectué vers la même période (8-11 novembre) indiquait une baisse de deux points des conservateurs dans l'ensemble du Cana-

da. Il accordait 42 % des intentions de vote au Parti libéral, 26 % au PC et 25 % au NPD.

Au Québec, Gallup plaçait libéraux et conservateurs presque à égalité (PLC 42 %, PC 41 %), très loin devant le NPD (13 %). Il faut toutefois souligner que l'échantillon québécois de Gallup est beaucoup plus faible que celui de Sorécom.

Alors que le projet de taxe sur les produits et services (TPS) continue de semer le mécontentement, il est difficile d'expliquer la hausse quand même significative de cinq points du taux de satisfaction des électeurs québécois à l'endroit du gouvernement Mulroney, qui se situe maintenant à 43 %.

Notons que le sondage Sorécom a été entrepris dès le lendemain de la conférence des premiers ministres, à Ottawa, où M. Mulroney s'est porté à la défense de l'accord du lac Meech, au cours d'un échange musclé avec le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells.

Les francophones, qui sont généralement en faveur de l'ac-

cord du lac Meech, sont beaucoup plus satisfaits du gouvernement Mulroney que les anglophones, qui sont généralement contre. Les francophones en sont satisfaits à 46 %, tandis que les anglophones sont insatisfaits à 65 %. Le taux de satisfaction est particulièrement élevé (56 %) chez les 18-24 ans.

Scène provinciale

Sur la scène provinciale, c'est le statu quo. Depuis un mois, le Parti libéral a gagné un point aux dépens du PQ, mais cette variation n'est pas significative. Sorécom accorde 44 % des intentions de vote au PLQ, 39 % au PQ, 7 % au Parti égalité, 3 % au NPD-Québec, 3 % au Parti indépendantiste et 3 % aux autres partis. Avant répartition, il y avait 14 % d'indécis.

Cet écart de cinq points correspond à celui auquel arrivait Sorécom quelques jours avant les élections du 25 septembre, que les libéraux ont finalement remportées avec 10 points d'avance. On peut en conclure que le vote libéral est encore une fois sous-estimé et que la situation est aujourd'hui la même que celle qui prévalait le 25 septembre.

Le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement Bourassa a même augmenté de quatre points depuis un mois, passant de 48 % à 52 %.

Hémophile, on lui a caché la vérité pendant un an

SAINT-UBALDE — Ce n'est qu'au printemps 1987 que le mari de Francine Gaouette, Serge, un hémophile, a su qu'il était porteur du virus du sida. Mais, en consultant le dossier médical de son mari au Centre d'hémophilie de l'hôpital du Saint-Sacrement de Québec, l'épouse a constaté avec stupeur que ce diagnostic avait été posé un an auparavant.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Cet inexplicable silence l'avait placée pendant tout ce temps, dans un contexte de relations conjugales, en une situation potentielle d'infection. Veuve à 31 ans depuis octobre dernier, les tests de séroprevalence qu'elle a subis dès qu'elle fut mise au courant de l'état de son mari se sont révélés fort heureusement négatifs.

Mais théoriquement, cette non-communication du diagnostic pouvait aussi placer les deux enfants du couple, Dan, 8

ans, et Audrey, 6 ans, dans une situation de risque. Les éraflures et coupures bénignes sont le lot courant d'enfants actifs et en santé. Et les contacts physiques avec le père ne sont pas comptés quant celui-ci ne ménage pas ses élans d'affection.

D'un naturel généreux, Mme Gaouette n'entretient aucune rancœur envers quiconque. Elle tient cependant, à sa façon, en témoignant publiquement, à briser « ce mur de la honte » que les milieux médicaux et la Société canadienne d'hémophilie ont érigé pour « protéger » les hémophiles contre l'intolérance populaire.



C'est avec courage et sérénité que Mme Francine Gaouette (entourée ici de ses deux enfants) commente le décès de son mari Serge, un hémophile emporté comme des centaines d'autres par le sida.

Le virus d'immunodéficience humaine se transmet principalement par le sang et le sperme. Or, il a fallu quelques années aux milieux scientifiques pour poser l'équation hémophilie-sida. L'hémophilie se caractérise par

l'absence héréditaire d'agents de coagulation, généralement le facteur 8. Vulnérables aux hémorragies, les hémophiles y remédient par l'injection, plus ou moins régulière, du facteur manquant.

Avant donc que les tests de

dépistage des anticorps du VIH dans les dons de sang ne soient disponibles, les hémophiles, à leurs corps défendants, étaient directement dans le champ de mire du virus.

Ce n'est que depuis octobre 1985, au Canada, que les dons de sang, qui servent à la « fabrication » du facteur 8, sont soumis à des analyses de séroprevalence afin de déceler la présence d'anticorps au VIH.

Discretion et silence

À partir de la divulgation du diagnostic et jusqu'au décès du mari, le couple s'est bien gardé d'en faire état à qui que ce soit. Selon Mme Gaouette, il respectait ainsi la consigne que leur avait donnée le Dr Agathe Barry, alors directrice du Centre d'hématologie de

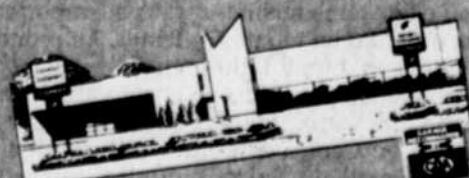
Suite A-2, Hémophile...

Autre texte en page A-2

**"UNE GM FOURNIER"
FACILE À ACHETER,
UN PLAISIR
À POSSÉDER**



FOURNIER
Chevrolet Oldsmobile Inc.
Boulevard de la Capitale - Sainte-Foy - Québec
687-5170



D'ici deux ans, Peter Stastny espère retourner à Bratislava en homme libre

Quand il a quitté la Tchécoslovaquie pour rallier les Nordiques, Peter Stastny est parti sans espoir de retour. « Je n'ai jamais eu l'intention de demander pardon pour rentrer dans mon pays, car je n'ai pas commis de crime. » Avec la démission en bloc des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque, c'est en homme libre que le hockeyeur slovaque espère revoir sa famille, dans deux ans, à Bratislava.

par MICHELE LAFERRIERE
LE SOLEIL

Peter Stastny a été condamné à 18 mois de prison pour avoir fait défection. Son frère Marian était présent en cour lors du prononcé de la sentence, c'est lui qui a relaté à Peter la façon dont les choses se sont passées. « Au début, les avocats semblaient s'entendre pour me condamner à six mois de prison. Mais le procureur de la Couronne a changé d'idée et a dit : "Non, ce sera 18 mois." Mon avocat (un avocat mandaté par le parti) a acquiescé : "OK ! pour 18 mois." C'est comme ça que j'ai été défendu. »

Peter a encore beaucoup de parenté en Tchécoslovaquie ; ses parents habitent là-bas, ainsi que sa sœur, un de ses frères et toute la famille de sa femme. Quand il a appris la démission des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque, il a évidemment communiqué avec eux. « Le climat est excellent chez nous ! Il faut avoir

connu la vie en Tchécoslovaquie depuis 20 ans, la peur qui y règne, pour vraiment apprécier les changements qui s'en viennent. C'est comme un rêve après 20 ans de cauchemar. »

Le Slovaque est intarissable. Il avait une douzaine d'années, lors du Printemps de Prague, mais il ne manque pas de souligner qu'il aurait fort bien pu être baptisé Printemps de Bratislava, puisque c'est dans cette ville que les changements ont commencé.

« Avant que les Soviétiques arrivent, en août 1968, la liberté commençait à percer dans mon pays. On pouvait s'exprimer. Les magasins étaient bien garnis. Mais tout a changé subitement avec l'invasion soviétique. »

Aujourd'hui, avec les événements que l'on connaît, tout redevient possible, même la démocratie.

Peter Stastny souhaite que des réformes politiques entraînent la fin du monopole communiste dans la vie sociale, économique et



Peter Stastny : « Enfin, on se réveille ! »

spirituelle de son pays. Il dénonce la corruption qui sévit à tous les niveaux et que même les enfants considèrent comme toute naturelle. « Quand on veut obtenir quelque chose, ce n'est pas compliqué, il faut payer. »

Les yeux du Slovaque s'illuminent quand on lui parle des centaines de milliers de manifestants qui sont sortis dans la rue, ces derniers jours. « Pour une fois, ces manifestations étaient naturelles, spontanées. Quand j'ai vu les visages de mes compatriotes à la télévision, j'ai été frappé par cette

image. J'ai ressenti la même chose qu'eux quand ils se sont mis à hurler dans un cri du cœur : "Dubcek comme président !" Enfin on se réveille vers quelque chose de très prometteur. »

Peter souhaite ardemment que Dubcek ait un rôle à jouer dans les réformes qui s'annoncent en Tchécoslovaquie. « Il a de l'expérience, il a beaucoup appris durant les 20 dernières années, mais ce qui compte le plus, c'est sa crédibilité autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il est le seul à faire l'unanimité. »

Mulroney en URSS : le « voisin du Nord » n'a pas rompu la glace

LENINGRAD — Soucieux de s'en tenir à la politique des grands organismes multilatéraux dont le Canada est membre, le premier ministre n'a pas répondu aux grandes questions qui préoccupaient le maître du Kremlin. Brian Mulroney est rentré à Ottawa avec une pile d'accords bilatéraux sans grande signification, la promesse de deux autres conférences internationales sur les « ciels ouverts » et l'environnement arctique, et une autre commission d'enquête.

une analyse de MICHEL VASTEL
EDIMEDIA

« La glasnost, le renforcement de la démocratie en Union soviétique, rend possible un début de dialogue avec les Soviétiques sur des questions comme l'environnement, la drogue, le terrorisme », avaient laissé entendre les diplomates canadiens avant de quitter Ottawa.

« Gorbatchev a besoin de succès extérieurs », avaient pourtant fait savoir les diplomates soviétiques. Mais sur deux points, la défense et le succès des réformes économiques entreprises en URSS, le président du Soviet suprême n'a pas réussi à arracher à Brian Mulroney les réponses qu'il voulait.

Les problèmes de Gorbatchev

Le gouvernement soviétique a des problèmes avec ses militaires parce que c'est toujours lui qui jusqu'ici a pris l'initiative du désarmement. Gorbatchev attend donc avec impatience que l'OTAN lui renvoie l'ascenseur en prenant une initiative spectaculaire à son tour. Le Canada étant le maillon le plus faible de l'alliance atlantique, Gorbatchev a tenté d'amener le Canada à offrir de retirer des troupes d'Allemagne de l'Ouest pour contribuer à la réduction des forces classiques en Europe.

Cela aurait permis au président du Soviet suprême de rappeler à l'état-major militaire qu'il n'y a pas qu'en Europe de l'Est, avec le renversement du gouvernement est-allemand et la défaite du Parti communiste en Pologne et en Hongrie, que la solidarité devient de plus en plus difficile. Mais Brian Mulroney s'en est tenu à la « ligne du parti » définie par le conseil de l'OTAN le printemps dernier et n'a fait aucune ouverture.

De même, si on a beaucoup parlé de l'Arctique dans ce voyage, avec un certain romantisme qui ne déplaît pas aux Soviétiques d'ailleurs, cela restera pour eux une longue frontière occupée par les États-Unis d'Amérique. Gorbatchev là encore n'a pas obtenu la réponse qu'il attendait.

Dans le domaine économique, les réformes de la perestroïka suscitent de plus en plus de remous dans l'opinion publique d'URSS au point où certains se demandent si le régime Gorbatchev va survivre à la crise majeure qui s'annonce. Là encore, le « voisin du Nord » comme les Soviétiques se plaisent à surnommer le Canada, ne s'est pas engagé à forcer la main de ses alliés des grandes institutions internationales comme le Fonds monétaire, le GATT et surtout le groupe des Sept (les sept pays les plus industrialisés).

Pas d'annonce spectaculaire

Un geste un peu spectaculaire de Brian Mulroney dans l'un ou l'autre de ces domaines aurait permis au président Gorbatchev, « qui est un politicien astucieux », reconnaît Brian Mulroney lui-même, de marquer des points dans sa propre opinion publique, en particulier dans celle de régions comme l'Ukraine où, selon un haut fonctionnaire de Kiev, un million de personnes rêvent d'émigrer au Canada.

Si quelqu'un a marqué des points dans sa propre opinion publique, c'est plutôt le premier ministre conservateur qui a courtoisement ouvert le million d'Ukrainiens installés au Canada. Le souci de plaire à son propre électoral est devenu particulièrement voyant au départ de Moscou mercredi soir. À la dernière minute, et à la demande d'Albert Reichmann, Brian Mulroney a fait une visite impromptue à un centre culturel juif, sans trop publiciser l'événement d'ailleurs, sinon auprès des réseaux de télévision canadiens.

Les besoins de la télévision

Ces réseaux avaient amené à Moscou les vedettes de leurs bulletins de fin de soirée, ils ont produit des reportages spéciaux et des analyses dans leurs émissions d'affaires publiques. Un satellite a été mobilisé plusieurs heures par jour, un gros porteur « Hercule » des forces armées canadiennes avait dû être amené ici pour transporter l'équipement. On a même payé 20 000 \$ pour garder le Kremlin illuminé après 23 h, puisque les émissions spéciales sont diffusées au Canada en plein milieu de la nuit à Moscou.

Cette lourde présence de la télévision pour l'événement de l'année puisque c'était la première rencontre entre le premier ministre du Canada et le président Gorbatchev (M. Mulroney était aussi le dernier de tous les dirigeants des grands pays industrialisés), explique pourquoi la mise en scène a souvent pris le pas sur la substance et l'importance des questions politiques en jeu.

Brian Mulroney a donné trois conférences de presse au cours de sa semaine en Union soviétique, elles n'ont pratiquement rien révélé sur le ton et la nature des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants soviétiques et les responsables du Parti communiste. En fait, M. Mulroney a passé plusieurs fois le micro à son ministre des Affaires extérieures, Joe Clark, pour qu'il donne à sa place des réponses à des questions trop précises de politique étrangère. Et jeudi, après un discours d'une demi-heure du premier ministre devant l'Institut de l'Arctique et de l'Antarctique à Leningrad, c'est encore une fois le ministre des Affaires extérieures qui a expliqué aux journalistes ce que cela voulait dire concrètement.

Si on doit en juger par l'intérêt des médias justement, les vedettes des réseaux de télévision n'ont pas suivi le premier ministre ni à Kiev ni à Leningrad et plusieurs journalistes ont abandonné la tournée pour se rendre là où cela bouge le plus : en Allemagne de l'Est, en Hongrie ou en Pologne.

Suites de la première page

Prague...

reau politique le premier ministre Adamec.

Par ailleurs, l'opposition tchécoslovaque, dont les figures de proue sont l'auteur Vaclav Havel et Alexander Dubcek, le héros du Printemps de Prague qui vient de mettre fin à 21 ans de silence, fait maintenant campagne en faveur d'Adamec, qui demeure premier ministre.

Selon les observateurs, Havel et Dubcek vont tenter d'obtenir qu'Adamec remplace Karel Urbanek à la tête du PCT. Ce dernier n'occupe le poste que depuis vendredi, après le limogeage de son prédécesseur, Milos Jakes.

D'ailleurs, lors de la gigantesque manifestation d'hier à Prague, Havel a qualifié le nouveau Bureau politique de « néo-stalinien ».

À cette occasion, l'opposition qui est regroupée dans le Forum civique a apporté son soutien au premier ministre Adamec.

Urbanek tente, lui aussi, de se gagner des appuis au sein de l'opposition. Hier, il s'est dit « prêt à discuter même avec ceux qui ont quitté ou ont été obligés de quitter les rangs du PCT après 1968 ».

Lors d'une allocution télévisée, le nouveau leader tchécoslovaque s'est aussi engagé à faire la chasse à « tous ceux qui ont abusé de leur fonction et leur position ».

De son côté, dans un entretien télévisé en direct, le premier ministre Adamec est allé plus loin et a déclaré qu'il était prêt « à ouvrir la semaine prochaine le dialogue avec l'opposition ». La direction du PCT y est encore opposée.

Peu auparavant, dans une réunion extraordinaire, le cabinet dirigé par Adamec s'était prononcé pour la formation d'un véritable gouvernement de consensus national « ouvert à tous les partis et même aux sans-parti ».

Auparavant, le Parti communiste dirigé par Karel Urbanek s'était contenté de proposer la formation d'un gouvernement de coalition ouvert « à d'autres formations politiques que le PCT », c'est-à-dire réservé aux partis autorisés par le PCT.

De son côté l'Église a pris également position et le cardinal Frantisek Tomasek, 90 ans, chef de l'Église catholique de Bohême, a proclamé, hier, son soutien sans faille au mouvement populaire.

Hémophiles...

l'hôpital du Saint-Sacrement : « Faire désormais usage du condom et ne souffler mot à qui que ce soit de la séropositivité du mari. »

Mme Gaouette ne s'explique pas encore aujourd'hui pourquoi ce médecin avait attendu un an avant de le mettre au courant.

L'hémophilie de l'époux était considérée comme légère. En fait, toujours selon Mme Gaouette, ce n'est qu'à l'âge de 17 ans qu'elle fut diagnostiquée. Sa condition ne nécessitait qu'un examen de contrôle par année. Et ce n'est qu'occasionnellement, en moyenne une fois par an selon la jeune veuve, que son mari devait recevoir une injection de facteur 8, comme lors de visites chez le dentiste.

Pourtant, la course virale fut foudroyante. Une pneumonie déjoua d'abord les avant-postes minés de son système immunitaire. Puis c'est un cancer qui prend d'assaut son cerveau et l'assiège jusqu'à la fin.

Cette résidente de Saint-Ubalde n'a que des éloges par contre pour la qualité de soins prodigués par toute l'équipe de Saint-Sacrement.

Mais le plus oppressant, durant ces heures pénibles et voilées, raconte Mme Gaouette avec une sérénité déconcertante, fut d'esquiver les questions de la parenté, des amis et du voisinage portant sur l'état de santé de son mari.

C'est à son confortable domicile du rang Saint-Paul, à Saint-Ubalde de Portneuf, que Mme Gaouette a reçu LE SOLEIL. Une maison construite par son mari, sur une butte dominant une paisible fin de jour, comme il en est à toutes les saisons et qu'elle ne veut pas quitter.

Le Dr Barry se refuse à tout commentaire

Mise en cause dans des témoignages d'hémophiles quant à des présumées lenteurs à communiquer les résultats de tests seropositifs au virus du sida, le Dr Agathe Barry, hématologue, se refuse à tout commentaire.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Jointe par LE SOLEIL au centre hospitalier de Charlevoix, à Baie-Saint-Paul, où elle exerce maintenant, elle a déclaré sur un ton non équivoque que son emploi du temps ne lui permettait pas de discuter de cette question. L'ancienne directrice du Centre d'hématologie de l'hôpital du Saint-Sacrement a conseillé au

journaliste de s'adresser plutôt à son successeur à ce poste, le Dr François Jobin.

Manifestement mal à l'aise avec cette histoire, le Dr Jobin, hématologue réputé, souligne qu'il faut se reporter au contexte du temps. Le pronostic de l'infection chez les hémophiles n'était pas encore aussi clairement défini en 1986 qu'aujourd'hui. Avec le recul, il se demande, d'ailleurs, quelle aurait été sa propre attitude.

À cette époque, en outre, ce spécialiste n'était qu'un collègue parmi d'autres du Dr Barry. Il était en fait son subalterne. « Je n'ai pas à présumer, dit-il, des propos échangés dans la discrétion d'un cabinet de consultation d'un ou d'une collègue. D'autant plus, a-t-il ajouté, qu'il n'est pas toujours certain que des patients interprètent toujours correctement des données médicales qui leur sont communiquées sur leur condition. »

Il dit comprendre que des hémophiles ou tout autre individu atteints du virus d'immunodéficience humaine soient portés à des accès d'agressivité. « Leur vie est en cause. »

Pour le Dr Jobin, il serait regrettable pourtant que de tels sentiments portent atteinte à l'intégrité professionnelle du Dr Barry. Ce serait, dit-il, trop facilement balayer les neuf années qu'elle a consacrées aux hémophiles et ne pas tenir compte des démarches cliniques qu'elle a effectuées, dans des conditions artisanales, pour cerner le redoutable virus.

Rappelons qu'outre Mme Gaouette, les frères Herman et Marc Audet, deux hémophiles séropositifs, ont aussi, dans des témoignages publics, tenu rigueur au Dr Barry pour les avoir tenus ignorants, pendant plusieurs mois, de leur séropositivité.

LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est
Québec (Québec) G1K 7J6

Service aux abonnés	647-3333
Annonces classées	647-3311
Carrières et Professions	647-3270
Publicité Détaillants	647-3435
Publicité Générale	647-3266
Rédaction	647-3394
Promotion	647-3342
Renseignements	647-3233

6/49
5-7-19-24-37-41
(complémentaire)
39

Select 42
10-14-19-27-28-32
(complémentaire)
23
mise-tôt
3-11-29-39

LA QUOTIDIENNE
tirage du 25-11-89
5-0-5
0-0-9-0

Accusé de tentative de meurtre sur son ex-épouse à Sainte-Foy

Un individu de Québec, troublé par ses problèmes conjugaux, a tenté de mettre fin aux jours de son ex-épouse, en fin de soirée, vendredi, en la poignardant à l'abdomen, dans le parc de stationnement d'un hôtel de Sainte-Foy.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

L'auteur de cette agression, Michel Deslauriers, 45 ans, du quartier Duberger, à Québec, a comparu hier matin au palais de justice de Québec sous une accusation de tentative de meurtre. Il devra revenir en cour cette semaine pour son enquête préliminaire.

Le drame est survenu vers 22 h 35, dans le parc de stationnement de l'hôtel Plaza Universel, à l'angle du boulevard Laurier et de la rue Lavergne. La victime se préparait à pénétrer à l'intérieur de l'établissement, en compagnie d'amis, lorsque son ex-mari a bondi sur elle, l'attaquant à une reprise à l'abdomen avec un couteau.

Conduite d'urgence au CHUL, la femme de 40 ans a dû subir une opération chirurgicale. Son état de santé n'inspire cependant aucune crainte.

L'auteur de l'agression a été arrêté quatre heures plus tard par des patrouilleurs de la police de Sainte-Foy, alors qu'il circulait sur le boulevard Duplessis, à proximité du domicile de sa victime.

L'accusé aurait difficilement accepté la récente séparation avec son épouse, a-t-on fait savoir pour expliquer le mobile de l'attentat.

La Chalouperie Godbout citée en exemple à une table ronde à Montréal

La démolition et la restauration de la Chalouperie Godbout, au chantier maritime de Saint-Laurent, à l'île d'Orléans, ont été citées comme exemple de réussite dans le cadre du forum sur « le développement durable » organisé par la table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie et tenu, à Montréal, les 23 et 24 novembre.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

Selon Roger Chouinard, un architecte engagé dans ce projet, la Chalouperie Godbout restaurée pourra être ouverte au public au début de l'été prochain.

Le projet de démolition et de restauration de la chalouperie, réalisé par les architectes Bouchard, Frigon, Lafond et associés de Québec, est parrainé conjointement par le ministère des Affaires culturelles et la municipalité de Saint-Laurent.

Ce projet de conservation et de mise en valeur d'un bâtiment et d'un site historique permettra la réutilisation et la revitalisation du potentiel patrimonial, environnemental, récréo-touristique et culturel de l'ancien chantier maritime en bordure du fleuve Saint-Laurent.

Le principal mandat de la table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie est d'établir un plan d'action destiné à assurer un développement économique durable au Québec et de le soumettre au conseil des ministres début 1990.

Par « développement durable », on entend un développement qui préserve la qualité de l'environnement en vue d'assurer une économie prospère et un mieux-être de la société québécoise et des générations futures.

Loi 160 : la Fondation de l'Hôtel-Dieu de Lévis refusera l'argent des pénalités

LÉVIS-LAUZON — Aucun organisme de charité du territoire de l'Hôtel-Dieu de Lévis n'a été désigné par le gouvernement pour recevoir les sommes d'argent perçues auprès des infirmières de cet établissement dans le cadre de l'application de la loi 160.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

La direction de l'hôpital fait des représentations auprès de Québec pour inclure la Fondation de l'Hôtel-Dieu de Lévis sur la liste des six organismes bénéficiaires, mais la principale intéressée refusera d'encaisser les dollars soustraits depuis le 9 novembre des chèques de paie des infirmières à la suite de la grève illégale de septembre dernier.

La Fondation de l'Hôtel-Dieu de Lévis repoussera en effet les dollars provenant de la non-perception par les syndicats d'infirmières des cotisations de leurs membres et des pertes de salaires (environ 100 000 \$), « à moins que ce ne soit la volonté claire et majoritaire des infirmières de les verser à la Fondation », déclare la directrice générale de l'organisme, Mme Danielle Roy.

« La Fondation considère que ce n'est que lorsque les infirmières, dans un souci de participer à la mission de la Fondation qui est de contribuer à l'amélioration des services de santé sur la Rive-Sud, en auront signifié leur volonté de la dési-

gner comme organisme récepteur qu'elle acceptera l'argent des pénalités », précise-t-elle, en ajoutant que le combat actuel des infirmières n'est pas de savoir qui empochera les pénalités mais bien de contester la décision gouvernementale d'imposer de telles mesures.

« Nous ne voulons pas nous mettre les syndicats à dos », ajoute Danielle Roy en laissant savoir que la position défendue par la Fondation faisait suite à une consultation auprès des membres du conseil d'administration de l'organisme de charité.

Par ailleurs, le directeur général par intérim de l'hôpital de Lévis-Lauzon, M. Hervé Moyson, comprend la situation de la Fondation qui veut conserver ses « bonnes relations » avec le personnel infirmier de l'établissement. Il souhaite toutefois que si les infirmières acceptent de verser les pénalités prévues à la loi 160, elles voudront bien le faire au profit d'un organisme de charité de la Rive-Sud qui se dévoue pour la collectivité desservie par l'Hôtel-Dieu

de Lévis.

Les six organismes de charité désignés par le gouvernement dans la grande région de Québec sont : l'Association bénévole de Charlevoix, le Centre d'action bénévole de Québec, le

Centre d'action bénévole du Grand Portage, le Centre d'entraide communautaire bénévole de Montmagny, le Mouvement des services à la communauté de Cap-Rouge et le Service d'aide 23.

Les MRC de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière, qui ont élu les deux seuls députés péquistes de la région de Québec (Jean Garon et Denise Carrier-Perreault), n'apparaissent donc pas sur cette liste.

Chutes-de-la-Chaudière-Desjardins

La population en a assez du sous-financement du CLSC

La tolérance de la population face au sous-financement du CLSC Chutes-de-la-Chaudière-Desjardins vient d'atteindre sa limite. Devant la perspective d'un déficit budgétaire, les 150 participants à l'assemblée annuelle du CLSC ont réclamé leur dû au ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Marc-Yvan Côté.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

C'est un bien sombre tableau qu'a brossé la directrice générale du CLSC, Mme Céline Morin, lors de la présentation des finances et des besoins de l'organisme.

Annonçant que la demande de services psycho-sociaux a fait un bond de 126 % depuis juin 1988, Mme Morin a révélé que si la tendance se poursuivait le CLSC fermerait les livres avec un déficit de 100 000 \$. Un

plan de compression budgétaire a déjà été élaboré en vue de redresser de la situation.

La directrice générale mentionne que des émissaires du MSSS passent actuellement au peigne fin les activités du CLSC dans l'espoir de trouver des postes budgétaires dans lesquels des économies pourraient être réalisées. À ce sujet, Mme Morin assure que les extravagances budgétaires sont rares. « Le CLSC est rendu à l'os », déclare-t-elle.

Interrogée à savoir si le

MSSS pouvait éponger la dette, Mme Morin a répondu dans l'affirmative. « Le ministère pourrait aussi nous imposer une tutelle », a-t-elle évoqué.

A l'action !

Devant ce constat alarmiste, les participants ont préconisé la mobilisation générale en vue d'une action concertée visant à accroître le budget du CLSC qui fournit des services à 105 000 citoyens répartis dans les MRC de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière. Une région considérée comme un véritable « incubateur » avec ses 1582 naissances cette année.

Pour M. Rémy Gagnon, président de la maison d'hébergement Aide à Tout, il faut arrêter de jouer le jeu du gouvernement en essayant « de sauver des pinottes ». De son côté l'ancienne présidente du conseil d'administration du CLSC, Mme Paule Croteau, affirme que la situation a assez duré. « Cela fait quatre ans que nous entendons parler de sous-financement et nous en sommes toujours au même point. »

Plusieurs intervenants ont signalé la « timidité » du conseil d'administration et ils ont réclamé que les administrateurs assument le leadership dans la nouvelle lutte qui s'organise pour revendiquer une juste part du gâteau de la santé et des affaires sociales. « Le conseil doit être plus mordant, plus visible et plus communicatif avec la population », a proposé M. Gagnon.

À plusieurs reprises au cours du débat, les participants ont dénoncé le per diem accordé par le MSSS au CLSC. Pour l'année en cours, la ressource obtient 40,44 \$ « par tête de pipe ». Un montant inférieur à la moyenne régionale qui tourne autour de 60 \$. Un per capita « indécent » comparativement aux 134 \$ versés à certains CLSC de la région.

Le sous-financement chronique du CLSC de la Rive-Sud est d'ailleurs reconnu d'emblée par le Conseil régional de la santé et des services sociaux de Québec et la Fédération des CLSC du Québec.

Dans la foulée de l'exercice de redressement, un plan de consolidation a été envoyé au MSSS. Il propose l'injection d'au moins 1 million \$ pour assurer des services de base, notamment en milieu scolaire où l'on compte une seule travailleuse sociale pour les 33 écoles primaires du territoire.

Plan d'organisation

L'hypothèse récemment soulevée par la direction du CLSC au sujet d'une réorganisation des services de soins à domicile risque d'être mise de côté.

Selon ce qu'a pu apprendre LE SOLEIL, une majorité des 13 membres du conseil d'administration s'opposerait à la rationalisation administrative qui centraliserait les effectifs de maintien à domicile au point de services de Lévis-Lauzon.



Épée à la main, le nouveau commandant du district numéro 3 de la milice de Québec, le colonel Guy Lambert, est entouré d'officiers de la milice.

District numéro 3 de la milice du Québec

Le colonel Pierre Giroux passe le commandement au colonel Lambert

Fanfare, parade et uniformes, hier, au manège militaire ! Plus de 450 miliciens du district numéro 3 du Québec, leurs parents, leurs amis, ont assisté à la passation de commandement entre le colonel sortant Pierre Giroux et le colonel Guy Lambert.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

La carrière militaire du colonel Lambert a débuté en 1966. Depuis 1986, il est affecté au quartier général du district numéro 3, d'abord comme officier supérieur d'état-major à la Co-ordination des programmes de carrière pour officiers, puis, depuis avril 1988, à titre de commandant adjoint. Depuis octo-

bre 1989, il occupe également la fonction d'aide de camp honoraire du gouverneur général du Canada.

Le colonel Pierre Giroux a détenu le commandement du district numéro 3 d'avril 1987 à septembre 1989. Il est maintenant affecté à la branche du chef de la réserve et des cadets, au quartier général de la Défense nationale, à Ottawa.

Dans leurs uniformes verts, coiffés de bérêts verts ou rouges, armés, chaussés de lourdes bottes, arborant le sérieux de circonstance, les miliciens du district numéro 3 du Québec ont participé à cette cérémonie solennelle en fournissant une garde de 450 hommes. Le président d'honneur de l'événement, le brigadier général Marc-André Bélanger, a tenu à souligner la tenue impeccable des miliciens lors de la parade.

La milice (ou armée de réserve) demeure la principale ressource des Forces armées canadiennes. Le district numéro 3 du Québec compte neuf

unités et plus de 1600 miliciens. Son territoire s'étend de Trois-Rivières à Matane, du Lac-Saint-Jean au Lac-Mégantic, en passant par la région de Québec, où est localisé l'état-major.

Les miliciens du district numéro 3 sont des étudiants, des fonctionnaires, des professeurs et des professionnels qui travaillent à temps partiel. Ils se réunissent au moins une fois la semaine et s'entraînent habituellement les fins de semaine et durant l'été. Ils participent également à certains exercices de la Force régulière, ce qui leur permet d'améliorer leur compétence professionnelle.

LES CADEAUX BOULES DE NEIGE DE ACADIA SUZUKI

SWIFT 1990 4 cylindres

L. 8300\$
S. 8900\$
GL. 9100\$
GT. 11895\$



Pour un temps limité seulement

Encore quelques modèles 1989 en inventaire
Taux d'intérêts avantageux sur modèles 1989
Renseignements sur place



SIDEKICK 1990 JX

Moteur 4 cylindres 1,6 litre
Injection électronique, sièges avant et arrière rabattables, 4 roues motrices de tout repos, etc.

Département du service et des pièces ouvert jusqu'à minuit

LE N°1 SERVICE APRES-VENTE

ACADIA SUZUKI
LA Y A DU SERVICE

4480 1^{re} Avenue Charlesbourg 623-9861
LOCATION COURT ET LONG TERMES

Le séisme de l'an dernier a affecté l'ancienne partie de Saint-Charles

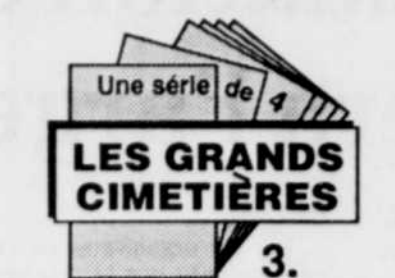
Le tremblement de terre qui a secoué une partie du Québec le 25 novembre 1988 a endommagé quelque 150 monuments funéraires dans la partie ancienne du cimetière Saint-Charles, rue Saint-Vallier, à Québec.

par LOUIS-GUY LEMIEUX
LE SOLEIL

Même si les dégâts les plus apparents furent réparés, cette secousse naturelle a montré de nouveau la précarité des grands cimetières-

jardins qui, administrés par des sociétés sans but lucratif, peinent à sauvegarder un patrimoine architectural et historique livré parfois à lui-même.

Selon M. Rénald Julien, surintendant du cimetière Saint-Charles, il y a encore deux mil-



lions de pieds carrés de terre disponible dans cette nécropole qui dessert 32 paroisses de la ré-

gion de Québec. La crypte et le columbarium peuvent accueillir plus de 5000 corps et l'administration est maintenant informatisée.

Ce n'est donc pas le manque d'espace ni des problèmes administratifs qui menacent le grand cimetière traditionnel de la basse ville de Québec.

Le mausolée Venner souillé

Le printemps dernier, un illuminé était traduit devant les tribunaux par la Corporation du cimetière Saint-Charles pour vandalisme. Il avait recouvert de peinture blanche (deux couches) le Sacré-Coeur en bronze du mausolée impérial de la famille Venner qui orne l'entrée principale de la vieille partie du cimetière, au coin des rues Saint-Vallier et Gosselin.

L'énergumène, qui se disait mandaté par Dieu en personne, fut simplement réprimandé par le juge après que sa famille eut promis de réparer les dégâts. Ce qui ne fut jamais fait.

Le hic, c'est que le mausolée Venner est un des monuments funéraires les plus célèbres de Québec tant par son histoire que par son architecture. Dans son livre « Québec Past and Present » (1876), James MacPherson LeMoine souligne la somptuosité du monument en marbre blanc de Carrare.

Dans le numéro d'automne 1988 de la revue *Cap-aux-diamants* (vol. 4, no 3), l'écrivain Robert Germain raconte l'histoire fabuleuse de ce mausolée conçu initialement pour personne d'autre que le fils de Napoléon Ier et de l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, celui que l'auteur Edmond Rostand a appelé « L'Aiglon ».

L'Aiglon (le duc de Reichstadt) mourut, comme on le sait, de phthisie un an avant l'empereur exilé à Sainte-Hélène. À la suite des intrigues du prince de Metternich, le fils de l'empereur des Français fut inhumé au sein de la famille impériale autrichienne, laissant vide le riche monument funéraire devant l'immortaliser.

Ce fameux mausolée resta 25 ans oublié jusqu'à ce qu'un riche marchand et banquier de Québec, William Venner l'Ainé, un protestant converti au catholicisme, en fasse l'acquisition, vers 1855, pour une somme de près de 50 000\$, soit quatre fois plus que ce qu'avait coûté la vaste propriété du juge Philippe Panet achetée par la fabrique de la paroisse Saint-Roch



Rénald Julien devant un chemin de croix centenaire : chef-d'œuvre en péril.

pour en faire le cimetière Saint-Charles.

William Venner fit transporter le mausolée impérial en pièces détachées jusqu'à Québec par bateau et il demanda à l'architecte et ingénieur municipal Charles Bailly d'intégrer le monument dans un ouvrage encore plus imposant de style corinthien.

Le premier monument du fils de Napoléon Bonaparte consistait en un sarcophage surmonté d'une déesse antique, le tout chapeauté par une urne stylisée. La déesse avait les seins nus et des âmes pieuses, prétextant que le marbre de Carrare ne pouvait résister à nos hivers rigoureux, réussirent, avant la fin du siècle, à la faire disparaître pour la remplacer par un Sacré-Coeur en bronze. Le monument Venner fut donc deux fois la victime des vandales au cours de son existence québécoise.

Un jardin français

Le monument Venner n'est pas le seul à enrichir le cimetière Saint-Charles, le grand cimetière-

bocage, comme on disait à l'époque, de Québec et le seul de la région qui fut aménagé selon le modèle des jardins français du XVIIIe siècle.

Il y a 100 ans, Mgr Elzéar-Alexandre Taschereau, archevêque et premier cardinal de Québec, bénissait un calvaire et son chemin de croix qui représente dans la fonte la Passion du Christ. Relativement bien conservé, ce chef-d'œuvre d'art religieux réalisé en France a de toute évidence besoin des services d'un conservateur. Des dizaines de monuments, ceux en marbre et en pierre de chaux particulièrement, souffrent de la même dégradation.

M. Julien en convient facilement : à moins d'une intervention de la part d'organismes voués à la conservation du patrimoine, la dégradation des monuments funéraires ira en s'accroissant. Et ce que l'usure du temps n'aura pas réalisé, les vandales s'en chargeront.



Le mausolée impérial Venner, deux fois victime des vandales.

les FAX sont là!



Canon

modèle Faxphone 8

POUR AUSSI PEU QUE

499\$

LA CLEF DE SOL

Division industrielle

840, Bouvier
boul. de la Capitale,
sortie P.-Bertrand Nord 627-0840

2 rue Saint-Jean 524-8431

La clef

Vous achetez un Faxphone 8 au prix spécial de 599\$ et vous obtenez une réduction supplémentaire de 100\$ 200\$ ou 500\$ selon votre chance

SUPER PUISSANCE



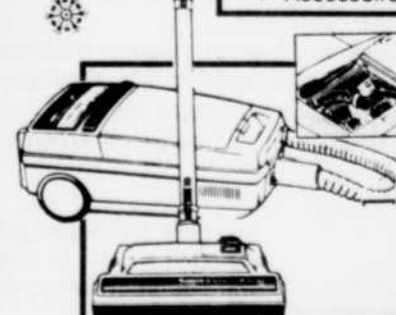
Hoover a la réponse à tous vos besoins en matière d'entretien de planchers!

L'ASPIRATEUR CENTRAL

le plus complet et offert au meilleur prix! Modèle S-5567

- Puissant moteur hors flux
- Valve utilitaire sur le bidon 3 prises
- Poignée munie d'un interrupteur de marche/arrêt
- Tuyau et outils
- Accessoires S5581

679⁹⁹\$*



Voici notre meilleur aspirateur-chariot

DIMENSION 1000 MC Modèle S3491001

- Moteur de 1000 W, conçu par ordinateur
- Agitateur quadriflex MC
- Rembobinage du cordon
- Raccord de tuyau facile

469⁹⁹\$*

HOOVER®

Aspirateur vertical

Élite MD 300

HOOVER®

Puissant moteur de 5 amp.

- Nettoyage à la brosse des deux côtés
- Réglage automatique de la hauteur

139⁹⁹\$

SPÉCIAL DE LA SEMAINE

Aspirateur-traineau portatif

Spirit® 900 HOOVER®

Puissant moteur de 900 watts conçu par ordinateur

- Brosse de luxe à succion latérale pour tapis et planchers
- Jeu de cinq accessoires et espace pour leur rangement

229⁹⁵\$

Offre se terminant le 29 novembre 89.



HOOVER® est à l'avant-garde

QUÉBEC

Place Fleur de Lys

529-9551

203A, rue Saint-Jean

649-0303

CHARLESBOURG

Place Bourg-Royal

1010, 80e Rue Est

626-9106

LÉVIS

5173, boul. de la Rive-Sud

833-6636

SAINTE-FOY

Centre Lavoisier

1990, boul. Charest Ouest

683-4428

ANCIENNE-LORETTE

1733, Notre-Dame

872-0130

Une initiative du magnat britannique Robert Maxwell

Un centre de recherche des pâtes et papiers sera créé à Trois-Rivières

Le président de Maxwell Communication, M. Robert Maxwell, a annoncé hier la création prochaine d'un centre de recherche universitaire des pâtes et papiers, à Trois-Rivières.

par ÉRIC CLÉMENT
collaboration spéciale

Le magnat britannique a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de son désir de participer au développement économique de la région.

« Notre groupe a l'intention de renforcer considérablement sa présence au Canada et plus particulièrement au Québec », a déclaré M. Maxwell, qui était venu recevoir un doctorat honoris causa à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Le centre de recherche, qui serait intégré à l'UQTR, aurait pour but de collecter et de diffuser des données sur la production et la mise en marché des pâtes et papiers.

Robert Maxwell a ajouté que le choix de Trois-Rivières était logique puisque « cette ville est la capitale mondiale de cette industrie ».

Néanmoins, M. Maxwell n'a

pas donné de date pour la réalisation du projet.

L'intérêt de la multinationale de Robert Maxwell dans le secteur des pâtes et papiers s'est traduit il y a deux ans par l'acquisition,

conjointement avec la société Québecor, de 54 % du capital de la société Donohue.

M. Maxwell a rappelé à cette occasion que « l'expérience avec Pierre Pélaudeau dans l'acquisition de Donohue a été plus que positive et m'encourage à poursuivre cette association ».

S'intéressant beaucoup à la so-

ciété Domtar, il a profité de l'événement pour inviter les compagnies canadiennes et québécoises à participer à son programme d'expansion.

« Tous ceux qui désirent s'associer à nous dans cette entreprise doivent se mettre en rapport avec nous dès que possible », a-t-il conclu.

Nouvelle réglementation anti-pollution

Les usines plus anciennes du Québec auront de la difficulté à s'adapter

EDMONTON (PC) — De nouveaux règlements fédéraux conçus pour combattre la pollution engendrée par les usines de pâtes et papier au pays pénalisent probablement le Québec et avantageront l'Alberta, affirme un cadre de l'industrie forestière.

Ottawa s'apprête à uniformiser et à rendre plus sévères les normes sur le contrôle des substances toxiques rejetées par les usines de pâtes et papier à travers tout le pays, ce qui désavantagera les ré-

gions où les installations sont plutôt âgées, comme le Québec et l'Ontario. En revanche, l'Alberta bénéficiera d'une compétitivité accrue.

« Les usines plus anciennes du Québec et de l'Ontario auront pro-

bablement plus de difficulté » à s'ajuster aux nouvelles normes, a déclaré, jeudi, M. Steve Howes, le responsable de l'environnement chez Procter and Gamble pour la région de Grande Prairie, en Alberta.

Un fonctionnaire fédéral a indiqué cette semaine qu'Ottawa adopterait des règlements qui contraindraient les usines existantes et celles à venir à éliminer virtuellement tous leurs effluents toxiques.

L'Alberta n'aura pas de difficulté à s'y conformer, mais la plupart des usines québécoises n'ont aucun système de contrôle des effluents.



Yves
BERNIER

Lauberivière est « exaucée »

Vendredi matin, le nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, s'est présenté à la Maison de Lauberivière « les bras chargés de cadeaux ». D'abord, il avait à remettre à la fondation un chèque de 38 000 \$, fruit de la campagne de sollicitation réalisée au mois d'août sous sa présidence d'honneur (27 418 \$ de la cueillette et 10 000 \$ du fonds discrétionnaire du ministre).

Puis ne pouvant préciser sa pensée davantage devant les responsables et les bénévoles de la maison (qui héberge une centaine de sans-abri et sert plus de 400 repas par jour), il a quand même annoncé clairement que le budget nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement du sous-sol de l'édifice serait accordé par son ministère très tôt en 1990.

Pour sa première sortie officielle depuis sa nomination, M. Côté est venu recevoir des mains de Me André Lamonde, de la Société des Alcools du Québec, l'argent de la cueillette 1989 faite dans les 352 succursales de la SAQ. Le président de cette campagne, Claude Baillargeon, était d'autant plus heureux du résultat qu'il représente le double de celui de l'an dernier. En octobre 1988, il avait négocié avec la SAQ pour que des boîtes de sollicitation pour Lauberivière soient installées dans les 132 succursales de la grande région de Québec. Cette année, il a convaincu son « partenaire » de les placer dans toute la province.



Dans l'ordre habituel, André Lamonde, Marc-Yvan Côté, Nancy Racine, présidente de la campagne de financement, et Claude Baillargeon, responsable de la cueillette du mois d'août.

Il est toujours là !

Il a démissionné de son poste d'administrateur du Réseau télématique national NTN inc. il y a deux mois. André Kirouac n'est donc pas « disparu dans la nature », comme je le croyais après avoir vainement tenté de savoir comment l'atteindre. À la suite de la chronique de dimanche dernier, il m'a justement rejoint pour m'indiquer qu'il s'était joint à Réalisations Informatiques Régi inc., depuis trois semaines. Mon collègue Réal Laberge en parlait justement vendredi matin en soulignant que RIR inc. allait prendre la relève du défunt réseau NTN.

Tout sera prêt mardi

On pensait ne pouvoir ouvrir que la fin de semaine prochaine, mais quand on connaît le « chef de chantier » et copropriétaire de la nouvelle Auberge du Café de la Paix, à Saint-Ferréol-les-Neiges, James Monti, on pouvait prévoir qu'il ferait tout pour ouvrir plus tôt.

Il a gagné son point. La salle à manger de l'auberge sera prête à accueillir ses premiers clients dès mardi soir, le 28, à 18 h. La semaine dernière, le chef Alain Pettigrew s'affairait déjà dans sa cuisine, et le maître-d'hôtel, Rino Dassié, donnait un coup de main pour « faire le ménage ». Quand je suis allé fouiner pour voir où en était l'aménagement, les nouvelles boises étaient installées, la banquette d'entrée venait d'être livrée et les électriciens donnaient leurs derniers tours de tournevis. Si vous voulez être parmi les premiers clients, vous pouvez réserver au numéro de Québec ou à Saint-Ferréol.

Un montant « respectable »

Depuis 12 ans, la compagnie pétrolière Shell Canada s'engage de façon majeure en commanditant les Matinées symphoniques éducatives Shell, avec l'Orchestre symphonique de Québec. Ainsi, à l'occasion du 1er concert Famille, dimanche dernier, les dirigeants de la compagnie, André Dumais, directeur du marketing Québec et Maritimes, et Jean-Pierre Parent, directeur ventes automobiles, district de Québec, ont remis à l'OSQ, représenté par sa directrice générale, Louise Laplante, un chèque de 27 000 \$. C'est assez respectable comme contribution, et cela permet de poursuivre la série de concerts populaires. Espérons que Shell s'engage aussi dans le financement global de l'OSQ qui en a bien besoin.

En bref... en bref... en

Électronique Glenayre Ltée, de Québec, vient de nommer Jacques Houle au poste de directeur du service technique. M. Houle travaille pour la compagnie spécialisée dans les systèmes de radiocommunications depuis son installation à Québec il y a moins d'un an. - Geneviève Roy, de Québec, a été inscrite sur la liste d'honneur du Art Institute of Pittsburgh pour le semestre de l'été dernier. Mme Roy est inscrite dans le programme de Décoration intérieure. - Des employés de Bell prennent « du kilométrage » : Charles A. Leboeuf, préposé au bureau central de Québec, a 40 ans de service, tandis que Jacques Turgeon, approvisionnement en équipement et dimensionnement des centraux à Sillery, en a 30. - Le cabaret Le Big Ben, chemin Sainte-Foy, vient de changer de mains. C'est Yves Roy, de Ressources humaines, qui en est devenu propriétaire. - La nouvelle chroniqueuse aux arts, spectacles et cinéma du FM93 est Linda Tremblay qui remplace Louise Rousseau. Vous pouvez l'entendre tous les matins à 8 h 30 dans le cadre du Zoo. - Les activités de la Semaine nationale des transports (tournoi de balle-molle, cocktail et dîner-causerie) ont permis de générer des bénéfices de 4000 \$ qui ont été remis par le PDG de la Société du port de Québec, Ross Gaudreault, à la directrice régionale de la Fondation Mira, Gisèle Dupont.

Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique de 9 h à 12 h, du mardi au vendredi, au numéro 647-3394.

À NE PAS MANQUER, LA VENTE D'ENTREPÔT D'AMEUBLEMENT LE PETIT PRINCE

PREMIER ARRIVÉ
PREMIER SERVI

SE TERMINANT LE 2 DÉCEMBRE 1989

80% de nos échantillons de plancher, surplus d'inventaire, balance du manufacturier vendus à prix dérisoires, pouvant aller jusqu'au prix coûtant et même moins



ENSEMBLE 3 PIÈCES

Comprenant:
couchette, commode
à 4 tiroirs, matelas à
ressorts.

299\$



POUSSETTE CAPELLA GENDRON

16 fonctions
Prix courant
149⁹⁵\$

SPÉCIAL Légères imperfections. Quantité: 60

57⁸⁸\$

LIQUIDATION



CHAISES HAUTES

À partir de

47⁸⁸\$

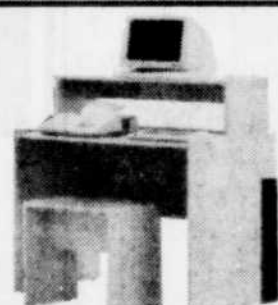


TABLE D'ORDINATEUR

67\$ BANC 29\$

En mélamine blanche (non assemblée, ordinateur en sus).

PLUS DE 30 MODÈLES D'AMEUBLEMENT JUVÉNILE EN MONTRE



Livraison non incluse sur articles réduits. Aucun prix n'est donné par téléphone. Les quantités de certains articles peuvent partir d'un et plus durant cette vente d'entrepôt.



PLAN MISE DE CÔTE
VISA - MASTERCARD - PLAN BUDGETAIRE

LE SEUL VRAI SPÉCIALISTE
DE MEUBLES ET ACCESSOIRES
POUR ENFANTS ET JUVÉNILES,
À PRIX D'AUBAINE.

245, 71e Rue Est
CHARLESBOURG
(pres d'Henri-Bourassa)

628-3583

LE PLUS
GRAND CHOIX
DE MEUBLES
POUR ENFANTS



VITAMINES

Shaklee

Aimée et Roland Gauvin
(Québec)

527-1955

POUR MIEUX CONSOMMER...

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection du consommateur.

LESOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composer le numéro sans
télé: 1-800-463-2382
Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 9h00 à 12h00



2893, 1re Avenue, bureau 24
Québec
Tél.: (418) 628-1138
1-800-463-5313

Rencontre-conférence avec

PLACIDE GABOURY

chercheur spirituel

"LA MORT, LA COMMUNICATION AVEC L'AU-DELÀ"

JEUDI 30 NOVEMBRE
19h à 22h

Réservation:
CENTRE LE LOTUS 688-9110

1/2
PRIX
SUR
TABLE
D'HÔTE

SAMEDI
AU
MARDI
DES
17 H



VOGUE RESTAURANT

RÉS. 529-9973
1170, D'ARTIGNY
FACE AU PIGEONNIER

Le ministre Tremblay doit trancher le débat sur l'ouverture dominicale des commerces

Équité, qualité de vie et besoins réels seront considérés

Le nouveau ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Gérard Tremblay, celui qui devra trancher l'épineux débat sur l'ouverture dominicale des commerces, ne magasinera jamais le dimanche.

par MICHEL VENNE
de la Presse canadienne

C'est une question d'équilibre personnel, a-t-il expliqué en entrevue à la Presse canadienne cette

semaine.

« Le peu de temps que j'ai, je le réserve pour mon épouse et mes enfants. Ces moments d'intensité, dit-il, je ne les passe certainement pas à magasiner le dimanche dans les marchés publics. »

Cet Outremontais, père de jumeaux de six ans — un garçon et une fille — précise prudemment qu'il ne conteste pas « l'existence d'un besoin pour ça ». Puis il ajoute que bien qu'il « soit difficile de faire abstraction de ses propres valeurs », il est venu en politique « pour représenter les gens, pas pour me représenter moi-même ».

Quoi qu'il en soit, la solution

qu'il proposera « le plus rapidement possible », au terme d'une consultation qui n'est pas terminée, tiendra compte de trois critères : l'équité, la qualité de vie et les besoins réels, en soulignant bien « réels », de la population.

Nationalisme économique

Lorsqu'il a été invité par le premier ministre Robert Bourassa à porter les couleurs du Parti libéral dans Outremont aux dernières élections, Gérard Tremblay savait qu'il deviendrait ministre. Il a accepté l'offre pour pouvoir « continuer à bâtir l'économie du Québec ».

À 47 ans, il était président depuis trois ans de la Société de développement industriel (SDI), une société d'État qui a pris sous sa gouverne un virage majeur. De saupoudreuse de subventions, la SDI est devenue l'un des plus importants prêteurs de capital de risque au Québec.

Animé par un certain nationalisme économique — « Je défends le Québec. Je veux que les entreprises québécoises soient compétitives. » —, M. Tremblay croit que l'action gouvernementale dans ce domaine doit être « pro-active ».

« Il ne faut plus assister passivement à la liquidation de compagnies ou réagir seulement quand ça va mal, explique le ministre. Il faut aller au devant des coups. Le gouvernement doit être un partenaire, dit-il, prêt à partager les risques. »

M. Tremblay croit toutefois que le premier rôle de son ministère, et de ses 700 fonctionnaires, est de faire l'éducation économique des entrepreneurs, les convaincre d'investir dans la formation professionnelle, la recherche-développement, la capitalisation, l'automatisation et la conquête des marchés étrangers.

« Une entreprise qui ne partage pas cette vision à moyen terme de son développement, tranche le ministre, est condamnée à vivre. »

Pour arriver à ces fins, il croit disposer de tous les outils — incitatifs fiscaux, programmes d'aides, politiques d'achat, délégations du Québec à l'étranger —



Le nouveau ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Gérard Tremblay, ne magasinera jamais le dimanche.

qui lui sont nécessaires. « Tout existe, on n'a rien à inventer, on n'a qu'à faire. »

— « Vous semblez dire que vos prédécesseurs n'ont rien fait ? »

— « Il faut croire que je suis plus nerveux que d'autres... »

Aider les secteurs mous

Ce qui cloche, croit M. Tremblay, c'est l'approche. « Il faut changer la culture du ministère, dit-il. Il ne faut plus que notre approche ne soit que sectorielle (ce qui consiste à définir et privilégier des secteurs de pointe), mais qu'elle soit orientée vers l'entreprise. »

Par exemple, soutient le ministre, une firme de textile (un secteur vulnérable) qui accepte de s'automatiser, de trouver un créneau particulier, de se substituer à des importations ou d'exporter ses produits, « c'est une entreprise de demain. Il faut l'aider. »

« Il est normal, ajoute le ministre, qu'on accorde une certaine priorité à des secteurs prometteurs (comme l'aéronautique) parce qu'ils ont un effet multiplicateur. Mais il ne faut pas laisser tomber les secteurs vulnérables qui créent beaucoup d'emplois. »

Issu du monde des affaires, spécialisé dans le redressement — il a participé notamment à la relance des Caisses d'entraide économique en 1981 —, M. Tremblay trépigne, ses yeux s'illuminent et il s'assied sur le bout de son fauteuil tant que la conversation vogue dans le monde de l'entreprise.

Mais il est visiblement mal à l'aise et se renfrogne lorsqu'on aborde avec lui les questions controversées. Il a esquivé les questions sur la vente récente à des intérêts étrangers de Consolidated-Bathurst et du Groupe Commerce.

Cela ne l'empêche pas de croire que son rôle sera majeur au conseil des ministres. « Je dois exercer un leadership très présent, dit-il, auprès de ceux qui seront appelés à bâtir l'économie. »

M. Tremblay croit que son ministère, à cause de la conjoncture — libre-échange, Europe de 1992, ralentissement économique — deviendra de plus en plus important.

La ville de Québec admet avoir des problèmes avec la réfection de la 3e Avenue

La ville de Québec admet qu'il y a effectivement un problème à propos des travaux de réfection exécutés cet été sur la 3e Avenue, dans le Vieux-Limoilou.

par ALAIN CASTONGUAY
LE SOLEIL

Plus tôt cette semaine, des employés de la voirie municipale ont remplacé bon nombre de pavés en inter-blocs, à l'intersection du chemin de la Canadière. Le gel nocturne qui avait précédé leur pose, quelques jours avant l'inauguration de l'artère, le 8 octobre, a nui à la beauté de l'ensemble.

Le passage des chasse-neige cette semaine a permis de constater le problème. « Nos services ont

effectué des tests afin de déterminer ce qui a cloché, a révélé Yvan Lépine, agent d'information à la ville. De toute manière, les travaux de l'entrepreneur sont garantis et il devra reprendre l'ouvrage s'il a été mal fait », a-t-il ajouté.

Deux hypothèses sont possibles. Le compactage du sol a été mal fait ou encore les pavés ont été mal posés. M. Lépine n'était cependant pas en mesure de dire si le sous-traitant avait été entièrement payé pour le travail.

Budweiser.

PRÉSENTE

LES ROLLING STONES

les 13 et 14 décembre au Stade olympique.

Avec Budweiser, le monde est Rolling Stones à CHIK 99

J'ai entendu les chansons des Stones:

1^{re} chanson Date _____ 2^e chanson Date _____ 3^e chanson Date _____

4^e chanson Date _____ 5^e chanson Date _____ 6^e chanson Date _____

Postez ce coupon à:

Le monde est Rolling Stones

4, Parc Samuel-Holmes, Bureau 200

Québec G1S 3R3

UN SEUL COUPON PAR TIRE-BOULE

LE MONDE EST ROLLING STONES

Des prix Rolling Stones à gagner du 13 novembre au 8 décembre 1989 inclusivement, sur les ondes de CHIK 99 de l'émission Urgence du lundi dans le cadre de 15h à 18h avec John Fergusson et Pierre Poitras.

Du lundi au vendredi, vous pourriez gagner:

- 1 paire de billets pour le show des Stones à Montréal le 14 décembre;
- 2 splendides cotons ouatés Rolling Stones.

Deux fois par jour

- 1 blouson exclusif Rolling Stones;
- 1 copie du nouvel album Steel Wheels des Rolling Stones.

Une valeur totale approximative de 6300\$.

Pour participer, vous devez être âgé(e) d'au moins 18 ans. Aucun achat requis. Les règlements du concours sont disponibles à CHIK 99.

LE SOLEIL

Le monde est Rolling Stones, un autre événement Budweiser

Budweiser

CBS

CHIK 99

N'y allez plus par quatre chemins.



Centre Cellulaire Plus
Bell Cellulaire

Optez pour le chemin le plus court: la voix des airs! Et avec l'équipe Bell Cellulaire Québec-Téléphone Cellulaire et La clef de sol, vous pouvez non seulement vous rendre dans un plus grand nombre de villes au Québec, mais vous profitez aussi d'un service de qualité supérieure. Et ce n'est pas tout! car nous entendons offrir toujours plus aux Québécois. Pour plus de détails, communiquez avec le Centre Cellulaire Plus La clef de sol en composant le (418) 627-0840. En collaboration avec Québec-Téléphone Cellulaire, partenaire de CellNet Canada.

La clef

Bell Cellulaire

LES PUCES ENVAHISSENT SAINT-ROMUALD près du pont de Québec

Plus de 300 tables disponibles
CONFORT • STATIONNEMENT • RESTAURANT
RÉSERVEZ VOTRE TABLE IMMÉDIATEMENT
— **839-0070** —
ou premier arrivé, premier servi

MARCHÉ AUX PUCES TOUS LES DIMANCHES
DE 9 H À 17 HEURES

1845, boul. de la Rive-Sud, Saint-Romuald, Québec
(autrefois Humpty-Dumpty)

SHEAFFER

CONNAISSEUR

Redécouvrez la plume-fontaine.

L'élégance des années 1900 recrée à l'intention d'une nouvelle génération au goût raffiné.

La plume-fontaine Connaisseur se distingue tout d'abord par sa plume classique. En or massif 18 carats, cette plume est la plus souple et la plus sensible jamais conçue.

Présentée dans un chic écrin, cette plume-fontaine a un fini d'un noir intense, rehaussé d'accents plaqués or 23 carats. Un stylo-bille assorti à mécanisme tournant complète l'ensemble.

Le Spécialiste du Stylo inc.

Papeteries: Centre-Ville
Place Fleur de Lys, Québec
Place Laurier, Sainte-Foy
Boutique:
Place Laurier, Sainte-Foy

Les propriétaires de maisons luxueuses en profiteraient largement

Wilson ne tiendrait pas compte des requêtes d'abaisser la TPS

OTTAWA — Le ministre des Finances, Michael Wilson, tiendra-t-il compte des requêtes d'abaisser sa taxe proposée sur les produits et services (TPS) de 9 % ?

par LARRY WELSH
de la Presse canadienne

Probablement pas...

Et le résultat pourrait être des cadeaux de milliards de dollars aux propriétaires de maison, les plus gros allant à ceux qui pos-

sèdent des maisons luxueuses qui coûtent cher à Toronto et à Vancouver.

Le projet du ministre Wilson de ne taxer que les maisons neuves provoquerait une augmentation des prix des maisons existantes.

La plupart des agents immobiliers estiment que les prix des

maisons existantes sont fixés par rapport à ceux des maisons neuves, et ceux-ci augmenteraient avec la taxe proposée.

Les acheteurs de maison chercheraient aussi des maisons déjà construites parce que non taxées plutôt que des maisons neuves qui seraient taxées.

Un exemple

Par exemple, le cadeau du ministre serait d'environ 60 000 \$ au vendeur d'une résidence de

quatre chambres, de deux foyers, un garage à deux places, d'une pièce pour la gouvernante, située près d'une station de métro dans Forest Hill, le quartier cosu de Toronto.

Selon des sources proches du comité sur les finances des Communes, le prix de cette maison de 665 000 \$ dont la vente était annoncée dans un journal de Toronto, la semaine dernière, augmenterait de 9 %, une fois la TPS en vigueur, en janvier 1991.

Le ministre des Finances prétend que la TPS aurait peu d'impact sur le prix des maisons.

La présente taxe de vente de 13,5 % sur les produits manufacturés joue déjà dans une proportion de 4,5 % sur le prix final de vente d'une maison neuve.

Les maisons neuves valant jusqu'à 310 000 \$ profiteront d'exemptions de taxe de vente afin de ventiler près de la moitié de l'impact de la nouvelle taxe.

Le crédit serait complètement éliminé pour les maisons de 400 000 \$ et plus.

Les témoignages des agents immobiliers et des constructeurs de maisons devant le comité lui ont permis de déduire que la nouvelle taxe susciterait une hausse de 9 % de toutes les maisons.

Par conséquent, les Canadiens de classe moyenne et les riches profiteront d'une augmentation substantielle de la valeur de leur maison.

Importante plaidoirie

C'est demain que se fera entendre la plus importante plaidoirie pour amener la proposition du ministre Wilson. L'influent président du comité sur les finances, M. Don Blenkarn, soumettra son rapport longtemps attendu concernant la future taxe de vente.

M. Blenkarn ne discutera pas des recommandations, mais trois députés conservateurs ont déclaré que le comité recommandera d'abaisser le taux de 9 à 7 % et d'imposer les maisons existantes tout autant que les maisons neuves.

Ce projet permettrait au gouvernement fédéral de recueillir plus de 1 milliard \$.

Les critiques croient cependant que bien que juste, cette recommandation « n'est pas justifiée politiquement ».

C'est pourquoi, après un certain temps, le ministre va probablement mettre de côté la recom-

mandation, pour taxer de toute façon toutes les maisons.

Il n'y croit pas

Le ministre a souvent répété qu'il ne croyait pas que quiconque pouvait proposer une solution de rechange.

Des fonctionnaires fédéraux croient que le ministre des Finances n'étudiera aucune autre solution puisque le ministre a déjà décidé.

« Le ministre considère comme stupide toute idée qui n'est pas la leur », se plaint un fonctionnaire, ajoutant que le rapport de M. Blenkarn a coulé avant qu'il ne quitte le port.

La seule façon de sauver du naufrage la proposition d'abaisser la taxe de vente est de faire appel au premier ministre Brian Mulroney.

Cependant les principaux bureaucrates du cabinet Mulroney, M. Tom Trbovich et le directeur du cabinet, M. Stanley Hartt, sont d'anciens adjoints du ministre Wilson et n'ont nullement l'intention de discréditer leur ancien patron.

La salubrité de l'air

On espère toujours une loi US

WASHINGTON (PC) — À la présentation de son projet de loi sur la salubrité de l'air, le 21 juillet dans le Rose Garden de la Maison-Blanche, le président des États-Unis souhaitait ardemment que le Congrès adopte son programme environnemental avant la fin de l'année, dans moins de six semaines.

George Bush risque d'être déçu. Le Congrès américain ne lui a pas retourné pour ratification son texte qu'il avait expédié avec mention de faire diligence.

Mais tout n'est pas perdu. À la fin de la 101e session du Congrès, mercredi, tant le leader de la majorité démocrate au Sénat que le président de la Chambre des représentants s'engageaient, à

leur retour de vacances le 23 janvier, à donner priorité aux questions environnementales et aux quelque 300 pages du projet présidentiel.

Pour sa part, le porte-parole de la Coalition canadienne contre les pluies acides, M. Michael Perley, demeure optimiste et pense qu'il y aura de nouveaux progrès l'an prochain. « On a entendu récem-

ment beaucoup d'accusations de part et d'autre et on a commencé à faire du sur place, mais je pense qu'on va passer à l'action en janvier », a-t-il dit dans une interview de Toronto.

Pour le Canada, l'adoption de cette nouvelle loi sur la qualité de l'air demeure primordiale, même si cet autre délai retardera d'autant le début des négociations en vue de la signature d'une entente canado-américaine sur les pluies acides.

MONTAGE CINÉ VIDÉO

QUALITÉ SUPÉRIEURE GARANTIE TRANSFERT DE FILMS

- 8 mm, Super 8 mm, 9,5 mm, 16 mm
- Photos et diapositives en Beta, VHS, 34 U-Matic
- Transcodage secam-pal à VHS NTSC

Montage vidéo sonore
Service de caméraman
Réparation de cassettes vidéo
ESTIMATION GRATUITE

Nouveau et unique **VIDÉOCASSETTE** High Grade VHS T120 **585\$** Bienvenue aux marchands. Aucune limite de quantité.

SANS NOM Spécial

2360, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
CENTRE INNOVATION **652-0232**

POURQUOI PAS

Cosy

Colette Beaudoin Estelle Beaudoin

Situé au 1458, av. Maguire à Sillery, Cosy vous offre un service complet de décoration. Qu'il s'agisse d'aménagement résidentiel ou commercial, Colette et Estelle Beaudoin vous accueillent dans une ambiance calme et chaleureuse et mettent à votre disposition l'expérience de 15 années de travail de collaboration.

Que ce soit pour réaménager votre bureau, une ou toutes les pièces de la maison, habiller les fenêtres ou les meubles, la priorité chez Cosy est de rendre votre intérieur douillet et confortable. Colette et Estelle Beaudoin savent qu'un client satisfait est plus qu'un simple client, aussi sont-elles attentives à vos goûts et besoins.

Chez Cosy, vous trouverez un bureau de décoration et un atelier, mais vous y rencontrerez avant tout des amies soucieuses de la qualité de votre intérieur.

1458, av. Maguire
Sillery
682-2877

René MARCHAND

Dr René Marchand, o.d.
Dr Jacynthe Ricard, o.d.
Dr Nathalie Dumond, o.d.

OPTOMÉTRISTES
SOINS VISUELS COMPLETS
Place Laurier, Sainte-Foy

Écoutez nos messages
Composez le 623-1010
et, lorsqu'on vous le demande, introduisez notre code d'accès à 4 chiffres

Pour rendez-vous, composez: **653-6611**

4022 Lunetterie
6038 verres de contact

BRONZEZ, RELAXEZ EN SÉCURITÉ TOUTE L'ANNÉE À LA MAISON

Quantité limitée

LOCATION DE LIT DE BRONZAGE résidentiel et commercial

Vente - service d'appareils de bronzage de toutes les marques, neufs et usagés

• Sujet à l'approbation du service du crédit
• Quantité limitée

Aussi appareils multi exercices, bicyclette, sauna

Télécopieur **649-1717** **648-2654**

694, 1re Avenue, Québec

LA LEGEND CONTINUE

Prenez votre place

RABAIS ALLANT JUSQU'À 5 000\$ sur nos 3 modèles en inventaire

LEGEND "L" équipement complet pour votre meilleur confort avec freins ABS

LA LEGEND D'ACURA: (suite et fin)

Cette voiture qu'ils venaient de créer allait surclasser les européennes. Mais, sur un point, elle serait bien inférieure à ces dernières: "LE PRIX". Et depuis ce temps, tous ceux qui essaient la Legend veulent continuer de toujours en faire partie. Alors, venez prendre votre place...

PREMIÈRE POUR LA SATISFACTION... Venez les voir.

Logis AUTO

Courez la chance de gagner une magnifique **CHEVROLET CAVALIER 1990***

en signant dès maintenant ou d'ici le 30 juin 1990 votre bail ou votre renouvellement pour 12 mois et plus, pour occupation au plus tard le 1er juillet 1990.

GRAND 4 1/2 PHASE III: NOVEMBRE - JANVIER

Moderne • Luxueux • Planchers en béton • Système d'alarme • Insonorisation supérieure • Espaces verts • 925 pieds carrés de plancher.

6205, DES GERBES # 4 • CHARLESBOURG-OUEST • QUÉBEC

LES IMMEUBLES G. GAGNE INC.
622.5496 623.3948

* Non monnayable. Non transférable. Règlements disponibles au 650, boul. Lebourgneuf.

ACURA

Optima

QUÉBEC

Voisin des Galeries de la Capitale

LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE

1er pour la satisfaction selon J.D. Power 1987-1988-1989

4901, boul. des Galeries
622-8180

Une division de Honda Canada Inc.

GARANTIE 5 ANS 100.000 KM

On vous a à CŒUR

LE SERVICE PLUS ouvert jusqu'à 2 HEURES DU MATIN

Le seul concessionnaire Honda à offrir le service PLUS, pièces et services

En primeur chez LALLIER CHARLESBOURG

N'oubliez pas!

Lallier Charlesbourg, ça vaut le détour!

CHARLESBOURG
4650, 3e Avenue Ouest (de la Capitale, sortie 1re Avenue)
627-1010

Valable jusqu'au 15 déc. 89 — 1 coupon par client

JEANNOT MESONERO directeur, service après-vente
GÉRALD CORRIVEAU gérant, service de nuit
GUY CHASSON ass. gérant, service
ÉRIC TREMBLAY aviseur, service

Sur présentation de cette annonce, obtenez 20 \$ de rabais sur tout entretien ou réparation chez Lallier Charlesbourg seulement.

LE MONDE

Un rapport risque de modifier la planification militaire des USA

WASHINGTON (NYTNS) — Des experts des services de renseignement américains ont conclu que les États-Unis sauraient probablement au moins un mois à l'avance qu'une attaque générale soviétique aurait lieu en Europe, soit une période de temps beaucoup plus étendue que ce que l'on croyait, ont déclaré des responsables de l'administration Bush.

Cette nouvelle évaluation des services de renseignement se produit au moment où la haute direction du Pentagone a déjà commencé à repenser la planification militaire en raison des changements politiques en Europe de l'Est et dans le but de se conformer aux compressions budgétaires visant à réduire le déficit fédéral.

Depuis des années, le Defense Planning Guidance, le document

de référence du Pentagone en matière de planification, affirmait que l'Ouest n'aurait que 14 jours d'avertissement en cas d'attaque massive soviétique en Europe, par l'analyse des données sur les mouvements des troupes de l'Est, fournies par les satellites et d'autres moyens.

D'un à trois mois

Toutefois, la nouvelle analyse des services de renseignement indique que l'ouverture plus grande

dans la société soviétique, la réduction du nombre des armes conventionnelles soviétiques et l'amélioration des moyens américains de « surveillance » donnent maintenant au Pentagone un délai d'un à trois mois pour prévoir une éventuelle offensive soviétique en Europe.

La question de la durée de la période d'avertissement est d'une grande importance car elle déterminera si certaines dépenses doivent être faites. Par exemple, le Pentagone devrait-il dépenser des milliards de dollars pour de nouveaux avions, comme l'appareil de transport C-17, ou commander plutôt des navires qui prendraient plus de temps pour acheminer des renforts en Europe ?

Place aux réservistes

De plus, la nouvelle analyse pourrait porter le Pentagone à se tourner de plus en plus vers des unités de réserve, qui pourraient être mobilisées en cas d'urgence.

Le secrétaire à la Défense Dick Cheney a récemment dit que le risque d'une attaque soviétique était à son niveau le plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, une faction du Pentagone soutient actuellement que la nouvelle étude ne doit pas entraîner des modifications de la planification, soutenant que deux semaines de plus d'avertissement au sujet des intentions soviétiques ne constituaient pas un changement à ce point radical.

Les Suisses décident s'ils doivent garder leur armée

GENÈVE (AP) — C'est aujourd'hui que la Suisse, le pays à la neutralité bien connue, décide par voie référendaire si elle doit continuer d'avoir une armée.

Même les partisans les plus chauds de la proposition en faveur de la démobilisation admettent qu'elle va être défaite. Mais, si jamais leur objectif d'obtenir un 30 % de « oui » est atteint, comme certains sondages l'ont indiqué, les tenants d'une Suisse bien armée pourraient commencer à devenir nerveux.

Le gouvernement du pays de 6,4 millions d'habitants affirme que la neutralité et l'indépendance du pays ne peuvent être garantis qu'en conservant des forces armées respectables. Il a donc recommandé aux élec-

teurs de rejeter l'amendement constitutionnel proposé qui dit simplement que « la Suisse n'a pas d'armée ».

Les forces armées suisses se composent presque exclusivement de réservistes qui peuvent être mobilisés en moins de 48 heures. En tout, la Suisse compte approximativement 650 000 militaires.

Bien que la Suisse n'ait pas livré de guerre à l'étranger depuis 1515, elle compte plus de militaires par kilomètre carré que tout autre pays européen. Elle possède plus de pièces d'artillerie que l'armée ouest-allemande et la moitié des tanks de l'armée française.

Selon le seul témoin, les jésuites ont été abattus par une trentaine de militaires

MIAMI, Floride (AP, AFP) — Les six jésuites et deux employés de l'Université centraméricaine de San Salvador assassinés le 16 novembre ont été tués par une trentaine d'individus en uniformes de l'armée salvadorienne, a indiqué une femme, le seul

témoin du massacre, qui s'est réfugiée aux États-Unis avec l'aide de diplomates de quatre pays.

Mme Lucia Barrera Cerna, 40 ans, s'était réfugiée à l'ambassade d'Espagne à San Salvador après le massacre. Tard jeudi, elle est arrivée à Miami en compagnie de son mari et de leur fille à bord d'un avion militaire français.

Mme Barrera Cerna travaillait comme femme de ménage pour deux des religieux assassinés.

Selon le Miami Herald, Mme Barrera Cerna a indiqué que les six jésuites et les deux employés ont été tués à bout portant par 30 à 40 hommes en uniforme de l'armée salvadorienne. Le journal de Miami ajoute que le FBI assure maintenant la protection de la Salvadorienne et de sa famille.

De son côté, le procureur général du Salvador, Mauricio Colorado, a affirmé que Mme Barrera Cerna avait dit à ses enquêteurs

qu'elle avait vu cinq assassins, trois vêtus de noir et deux en uniforme kaki. Colorado a refusé de communiquer à la presse le compte rendu du témoignage de la femme de ménage, soutenant qu'il « n'apporte rien de concluant permettant d'indiquer qui sont les responsables » du massacre.

Mme Barrera Cerna est arrivée à Miami à bord d'un Transall français en compagnie du secrétaire d'Etat français aux droits de l'homme Bernard Kouchner.

« Cette femme risque sa vie. Vous connaissez le Salvador. Qui peut garantir la vie d'une personne dans ce pays? » a dit Kouchner.

À San Salvador, un porte-parole de l'ambassade des États-Unis a indiqué, hier, que des diplomates américains, britanniques, espagnols et français avaient uni leurs efforts pour faciliter le départ de Mme Barrera Cerna.



Des soldats salvadoriens ont trouvé ces tubes de lancement de missiles SAM-7 dans les débris d'un avion qui s'est écrasé, hier, dans la région de San Miguel. Les quatre occupants du Cessna, immatriculé au Nicaragua, ont tous été tués. Selon les forces armées salvadoriennes, le fait que l'avion transportait des armes, dont 24 missiles sol-air, prouve que le régime de Managua aide la guérilla salvadorienne.

Thatcher a décidé de rapatrier les Boat People de Hong Kong

LONDRES (d'après AFP) — Le gouvernement britannique a l'intention de commencer le rapatriement des « Boat People » vietnamiens réfugiés dans la colonie de Hong Kong avant Noël, au besoin par la force, affirment aujourd'hui deux journaux britanniques.

Selon le Sunday Telegraph et l'Observer, la première ministre britannique Margaret Thatcher, a fait part de cette décision au président américain George Bush lors de leur rencontre, vendredi, à Camp David.

Le président Bush est opposé à un tel rapatriement.

Le rapatriement d'au moins 40 000 Vietnamiens devrait commencer peu après la prochaine réunion de la Haute-Commission des Nations unies pour les réfugiés à Genève, prévue à la mi-décembre, précise l'Observer. Les préparatifs pour le départ du premier contingent, déjà sélectionné et placé en isolement, sont très avancés, ajoute le journal.

Selon le Sunday Telegraph, trois bataillons de Gurkhas — des mercenaires népalais à la solde de l'armée britannique — basés à Hong Kong, ont été chargés de veiller au rapatriement des réfugiés, contre leur gré, au Vietnam.

AVIS DE CORRECTION

En raison d'un approvisionnement limité, les articles suivants, annoncés dans la circulaire « Solde surprises de Noël », pourraient ne pas être offerts dans tous les magasins.

Numéro de catalogue	Article	Téléphone mural	Répondeur téléphonique
643-619			
691-998			

DISTRIBUÉ PAR LES CONSOMMATEURS

icwi

Institut canadien des affaires internationales
Section de Québec

REMERCE TOUS SES PARTENAIRES/COMMANDITAIRES

- Centre québécois de relations internationales
- Enseignes Poitras Inc.
- Gouvernement du Québec Ministère des Affaires internationales
- Inter-Voyage Inc.
- Plantes chez-soi
- Roche Ltée, Groupe-Conseil
- Mesdames Jacques Bruneau et James C. Bonar, docteur Jacques Beaubien

Juste avant l'avion sans problème

SERVICE D'AUTOCAR QUOTIDIEN
Québec Mirabel

La Québécoise
Location d'autocars pour voyages spéciaux 872-5525 Détenteur d'un permis du Québec

DÉPARTS QUOTIDIENS	
de Québec	de Mirabel
13h	18h
Service additionnel à compter du 23 décembre	
samedi et dimanche	
1h	9h
17h	24h

Départ de la gare intermodale, arrêt à Ste-Foy à l'hôtel Germain des Prés 50^e aller-retour — 30^e aller simple
RESERVATION CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

KILOMÈTRE
page

LE NATURALISTE

DES CADEAUX POUR L'INTELLIGENCE

OSCAR
LE CADEAU ÉDUCATIF, AMUSANT, DÉCORATIF

SQUELETTE DE CARTON À ASSEMBLER MED-1380 SQUELETTE

- Grandeur nature et entièrement articulé.
- Prédecoupe: nul besoin de ciseaux ni de colle.
- Instructions de montage très bien illustrées.
- Chaque os est identifié en français et en latin.

39⁵⁰\$

GAGNANT DU PRIX DIDACTA
FOIRE MONDIALE DU MATÉRIEL ÉDUCATIF

BUSHNELL

DIV-0200 ENSEMBLE "EXTRAORDINAIRES PROPRIÉTÉS" DE LA LUMIÈRE

32⁹⁰\$

DIV-0300 ENSEMBLE "PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES" "SKYWATCHER"

37⁵⁰\$

DIV-0400 ENSEMBLE "OBSERVATION ASTRONOMIQUE" "STARWATCHER"

37⁹⁰\$

1990, boul. Charest Ouest, bureau 117
Ste-Foy (Québec) G1N 4K8 - (418) 527-1414
Rimouski: 724-6822
Commandes sans frais: 1-800-463-6848
Fax: 527-1970

Pneus d'hiver
usagés de bonne qualité

13 po	14 po	15 po
25\$	2/55\$	2/65\$

PNEUS 4-1

225, 3e Avenue Québec 529-5453

NE CHERCHEZ PLUS VOUS BEAUPRÉ!

SEULEMENT 12 À LIQUIDER
COLT 100 - 1989
7995 \$*
202 \$** par mois

SEULEMENT 11 À LIQUIDER
DODGE EXPO 1989
7995 \$*
202 \$** par mois

DODGE SHADOW 1990
10 799 \$*
225,35** par mois

Automobiles Beaupré
Dodge Chrysler
2400, DALTON, SAINTE-FOY 653-5212

AUTOMOBILES BEAUPRÉ LTÉE
OPÉRATION 1989
Grande vente de liquidation

Les meilleurs taux d'intérêt au Québec!

9%

SHADOW, DAYTONA

RAK-50 PICK-UP, DAKOTA

ARIES, COLT-100, OMNI

DODGE 2000 GTX, NEW YORKER, DYNASTY, SPIRIT

NE CHERCHEZ PLUS VOUS BEAUPRÉ!

* Applicable aux modèles 1990. Financement 24 mois.

Automobiles Beaupré
Dodge Chrysler
2400, DALTON, SAINTE-FOY 653-5212

L'ECONOMIE

GROS PLAN SUR L'ENTREPRISE

Rationalisation de l'utilisation de l'électricité

ConsuLab élargit son marché aux É.-U.

L'ouverture d'un bureau commercial à Boston, au cœur de la ceinture technologique de la Nouvelle-Angleterre, devrait permettre à ConsuLab inc. d'exporter aux États-Unis pour plus de 1,5 million \$, en 1990. L'entreprise espère tripler son personnel et son chiffre d'affaires au cours des trois prochaines années.

par RÉAL LABERGE
LE SOLEIL

Selon le nouveau président-directeur général, M. John Mackay, ce nouvel élan sera surtout ressenti dans la division « énergie » spécialisée dans la conception, la fabrication et la mise en marché de régulateurs électriques et de systèmes de contrôle d'appel maximal de puissance.

Ces activités représentent actuellement les trois quarts d'un chiffre d'affaires qui devrait atteindre 5,1 millions \$ en 1989, en hausse de 30 % sur les 3,8 millions \$ de 1988. Au cours des deux prochaines années, la progression devrait se poursuivre à un rythme d'au moins 20 %.

ConsuLab de Beauport est l'un des chefs de file dans le domaine de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie électrique. La firme entend exploiter au maximum une percée amorcée depuis 1975 sur le marché américain de la Nouvelle-Angleterre. Déjà, ConsuLab exporte aux États-Unis plus de 20 % de ses produits du domaine énergétique. Le Québec reste encore le principal consommateur « mais pas pour longtemps ».

Matériel éducatif

ConsuLab inc. a développé un autre créneau d'activités fortement orienté (40 %) vers l'exportation, l'électro-technique éducative. Ces opérations représentent 25 % du chiffre d'affaires de la PME.

L'expertise acquise en ce domaine va des produits didactiques en électricité et en électronique, à l'équipement et aux programmes complets d'intégration à la réalité industrielle. Elle englobe la formation des équipes enseignantes, ainsi que la préparation de « kits » de laboratoire développés pour mettre l'étudiant en contact avec



Selon le nouveau PDG M. John Mackay, le nouvel élan de ConsuLab sera surtout ressenti dans la division « énergie » spécialisée dans la conception, la fabrication et la mise en marché de régulateurs électriques et de systèmes de contrôle d'appel maximal de puissance.

les nouvelles technologies et le véritable monde du travail.

Les produits de la famille « éducation » de ConsuLab sont exportés principalement aux États-Unis et dans les pays francophones de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. L'effort des prochaines années portera principalement sur les nouveaux marchés d'Asie du Sud (Indonésie, Taiwan, Philippines, Malaisie, Singapour). On s'intéresse aussi à de nouveaux débouchés dans des pays du bloc communiste (Vietnam, Chine), où l'entreprise a commencé la mise en place d'un réseau de distribution de ses produits éducatifs.

Ces produits éducatifs sont modulaires et portatifs, afin d'éviter aux clients des pays africains et asiatiques d'avoir à mettre sur pied toutes les installations habituelles des laboratoires fixes.

Dans la production des appareils de contrôle de toutes sortes, soit tableautiers, distributeurs de relais, démarreurs, minuteriers programmables et autres, insiste

M. Mackay, la qualité totale constitue le principal facteur de succès. « On ne permet aucune dérogation à cette règle. » C'est un impératif qui guide les programmes de formation des employés, dont l'effectif a progressé de 50 à 57 de 1987 à 1989, et qui devrait atteindre 75 l'an prochain.

600 produits

Dans le vaste bâtiment de 35 000 pieds carrés construit en 1976 dans le parc industriel de Beauport, les chercheurs voient les monteurs des modules électroniques et les assembleurs des systèmes de contrôle électrique.

Le contremaître Denis Ferland nous précise que ConsuLab a développé jusqu'ici quelque 600 produits, dont 17 systèmes brevetés. Ça va des panneaux de contrôle des feux routiers d'un contrat ponctuel de 330 000 \$ du ministère des Transports (qu'on retrouvera aux coins des rues de la région de Québec en 1990) aux systèmes éducatifs accompagnés

chacun de manuels permettant de les identifier : ensemble pour les travaux pratiques en circuits industriels, contrôle des moteurs, ou programmes d'exploration de l'énergie électrique.

Historique

ConsuLab a été créé en 1963. L'entreprise actuelle résulte de la fusion, en 1972, d'une première usine de conduits en acier pour la canalisation des fils électriques (HOP), avec une compagnie se spécialisant dans les montages électriques et électroniques du domaine de l'enseignement (ConsuLab). En 1988, la vente de 330 actions ordinaires à la Société d'investissement Tremplin 2000 inc. a marqué une nouvelle étape de développement.

En juillet, Tremplin 2000 et la compagnie Technologies, Innovations Québec inc., formée majoritairement de M. Mackay et de cinq autres employés cadres de ConsuLab, se sont portés acquéreurs du capital-actions détenu depuis avril 1987 par Louis-Philippe Nadeau.



Georges

ANGERS

Cleman, Ludmer, Steinberg Inc.

L'acquisition de Steinberg par Michel Gaucher a sonné le départ de trois des principaux dirigeants de l'entreprise : Irving Ludmer, président et chef de la direction, Arnold Steinberg, vice-président exécutif, finance et développement, et William Cleman, président Groupe immobilier. Leur départ, mais pas leur retraite.

Les trois hommes se sont en effet associés pour créer une banque d'affaires, Cleman, Ludmer, Steinberg Inc., qui ouvrira officiellement ses portes au début de 1990. Elle comptera une douzaine d'employés à ses débuts ainsi qu'un bureau à Toronto ; New York sera la prochaine étape, une étape pas très lointaine, assure Irving Ludmer au cours d'une entrevue.

Créneau particulier

Les trois associés ayant fait l'essentiel de leurs carrières respectives chez Steinberg, il ne faut pas se surprendre de les voir si peu éloignés de leur alma mater, tant physiquement que professionnellement.

Leur nouvelle entreprise est en effet située au neuvième étage de la Place Alexis Nihon à Montréal, 15 étages au-dessous des anciens bureaux qu'ils occupaient à la direction de Steinberg.

Mais plus significatif, la banque d'affaires Cleman, Ludmer, Steinberg Inc. concentrera ses activités dans des domaines que les trois hommes connaissent particulièrement bien : l'immobilier et la distribution.

Le propre d'une banque d'affaires est de faire des investissements dans des entreprises. Celle des trois anciens dirigeants de Steinberg entend se distinguer par son implication active au niveau de la direction des entreprises dans lesquelles elle investira.

Pas question, explique Irving Ludmer, de devenir simplement une source de capitaux. « Nous voulons y ajouter de l'expertise professionnelle afin d'assurer la croissance des entreprises dans lesquelles nous investirons. »

C'est pourquoi ils ont choisi de se concentrer dans des secteurs qu'ils connaissent particulièrement bien, des secteurs où ils se sont d'ailleurs bâtis une réputation enviable.

Expérience

Lorsque Steinberg a été acquis par Michel Gaucher l'été dernier, le redressement de l'entreprise, amorcé par Irving Ludmer et ses principaux associés, n'était pas complètement terminé. « Ça nous aurait pris encore une couple d'années », explique-t-il.

Néanmoins cette opération de redressement, colossale compte tenu de l'état de décrépidité avancée de l'empire Steinberg au début des années 1980, avait visiblement commencé à porter fruit ; tous les analystes l'ont reconnu, particulièrement lorsque les derniers résultats trimestriels de Steinberg ont été publiés il y a quelques semaines.

En fait, tout le monde reconnaît qu'Irving Ludmer a réussi un travail gigantesque au cours des dernières années chez Steinberg, même s'il n'a pu le mener personnellement à terme à cause des circonstances. D'ailleurs le nouveau propriétaire de Steinberg, Michel Gaucher, a précisé à quelques reprises que la nouvelle direction allait s'en tenir strictement au plan d'affaires monté par M. Ludmer et son équipe.

Il est difficile d'imaginer meilleure carte de visite pour une nouvelle banque d'affaires, autant d'ailleurs pour les entreprises qui auront besoin d'elle que pour ses éventuels bailleurs de fonds. En effet Cleman, Ludmer, Steinberg Inc. va essentiellement faire pour d'autres entreprises ce que les trois hommes faisaient déjà chez Steinberg.

Circonstances

Ironiquement, Irving Ludmer mijotait la création d'une telle banque d'affaires au sein même de l'empire Steinberg, une fois le redressement réalisé évidemment. Les circonstances auront voulu qu'il la crée pour son propre compte.

La carrière d'Irving Ludmer a d'ailleurs un aspect symétrique assez amusant. Il n'a jamais eu qu'un seul employeur : Steinberg. Il y est entré après ses études en génie physique et a quitté au début des années 1970 pour se lancer à son compte dans le secteur immobilier. Il est revenu chez Steinberg au début des années 1980 et retourne aujourd'hui à son propre compte.

Professionnellement, il a appris l'essentiel de ce qu'il connaît dans le giron de Steinberg. C'est pourquoi les événements de l'été dernier lui ont été particulièrement pénibles.

Il avoue, bien spontanément, que l'expérience a été frustrante ; frustrante parce qu'il n'a pu compléter lui-même le travail amorcé, mais frustrante aussi, et peut-être surtout, parce qu'il s'est senti menotté, qu'il ne pouvait rien faire pour les dizaines de personnes qu'il avait personnellement attirées chez Steinberg et mobilisées pour réaliser cette vaste opération de redressement d'un empire en décadence.

Un dirigeant d'entreprise a certes une responsabilité vis-à-vis des actionnaires ; mais il a également une responsabilité importante vis-à-vis des clients, des employés et de la société dans laquelle l'entreprise opère, insiste-t-il. C'est essentiel si l'on veut bâtir quelque chose de durable.

Les événements de l'été dernier lui ont appris que cette plus large responsabilité ne pouvait être assumée que lorsque l'on exerce le contrôle. Dorénavant, Irving Ludmer s'assurera de pouvoir aller jusqu'au bout.

LES MONNAIES ÉTRANGÈRES

	\$1 can.	\$1 US	1FF	1 yen	1 mark	1 livre	1 lire
Canada		1.17	0.1896	0.0081	0.6466	1.8237	0.0009
États-Unis	0.86		0.16	0.0070	0.55	1.56	0.0008
France	5.27	6.16		0.0429	3.41	9.62	0.0046
Japon	122.90	143.44	23.30		79.46	224.12	0.1079
Allemagne	1.55	1.81	0.29	0.0126		2.82	0.0014
G.-Bretagne	0.55	0.64	0.10	0.0045	0.35		0.0005
Italie	1138.95	1329.38	215.95	9.2677	736.45	2077.11	

Graphique, LE SOLEIL

Ce tableau permet de comparer la valeur relative des principales devises par rapport aux autres monnaies les plus utilisées dans le monde. La ligne supérieure indique la valeur du dollar US, du franc français, du yen japonais, du mark allemand, de la livre sterling et de la lire italienne en argent canadien. La seconde ligne indique la valeur de l'argent canadien, du franc français, du yen, du mark, de la livre et de la lire en argent US et ainsi de suite pour les lignes suivantes.

La CEE et l'URSS proches d'un accord

BRUXELLES (CEE) (AFP) — La CEE et l'URSS sont près de s'entendre sur un accord de coopération économique et de commerce pour les 10 prochaines années, a-t-on appris hier à Bruxelles auprès de la Commission de la CEE.

L'accord porte sur une coopération dans l'industrie, l'environnement, l'énergie, et notamment en matière de recherche et de sécurité dans l'énergie nucléaire civile, pour la première fois entre la CEE et un pays d'Europe de l'Est.

La CEE et l'URSS accepteraient également d'ouvrir chacun plus largement son marché à l'autre.

FERR
Desjardins

Fonds enregistré de revenu de retraite

Parce que
pour vous
l'autonomie
c'est plus
qu'une question
de santé



À la caisse populaire Desjardins, vous trouverez une gamme complète de produits de revenu de retraite dont le Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR).

Une question de souplesse

Le FERR Desjardins vous permet de conserver la gestion personnelle de vos fonds et en plus, de faire varier vos revenus et leur fréquence selon vos besoins ou projets de vie.

Une question de sécurité

Le FERR Desjardins assure, à vous et vos héritiers, de recevoir la totalité des sommes accumulées.

Si vous êtes sur le point de prendre votre retraite ou si vous désirez la préparer dès maintenant, n'hésitez pas à rencontrer votre conseiller Desjardins.

L'épargne c'est la liberté

La caisse populaire
Desjardins

EDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur:
ROBERT NORMAND

Éditeur adjoint et rédacteur en chef:
CLAUDE GRAVEL

Directeur de l'information:
DENIS ANGERS

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN

Directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSON

Et après la confession?

L'Assemblée des évêques du Québec a publié, au début de la semaine passée, une courageuse confession sur l'attitude trop longtemps conciliante de l'Église devant la violence conjugale.

L'aveu, troublant pour certains, émane d'une brochure de réflexion pastorale préparée pour répondre aux fidèles inquiets qui avaient souhaité, lors du colloque « Le mouvement des femmes et l'Église », un avis, une déclaration claire du haut clergé, sur le problème.

En choisissant de diffuser largement le fruit de la recherche menée par le comité alors constitué, l'Église fournit aux prêtres et agents de pastorale une riche réflexion sur leur attitude devant les problèmes qu'ils rencontrent en matière de relations entre les hommes et les femmes. Il était temps: la position de l'Église, là-dessus, a trop souvent été ambiguë.

Le discours ecclésial qui a longtemps sacrifié les personnes pour maintenir le lien conjugal n'a aucun sens, dans certains cas. Il ne symbolise surtout plus « l'alliance du Christ et de son Église » qui fonde la pérennité du mariage, avoue un bref paragraphe du document.

« L'honnêteté commande de reconnaître les conflits, les éléments destructeurs et aliénants de certaines relations conjugales. (...) Regarder certains échecs en face avant que le couple ne se déchire et que les personnes humaines ne se détruisent irrémédiablement, c'est s'enraciner dans la réalité. »

Reconnaître les faits historiques, identifier les causes qui font que depuis des siècles, le drame se perpétue et que même des institutions, édifiées sur le respect et l'amour du prochain comme nos Églises, n'aient pas su corriger la situation, voilà une démarche louable.

Patriarcat et machisme n'ont épargné aucune société; le XXe siècle, malgré des améliorations, en porte encore la lourde empreinte. Et l'Église de Jean-Paul II n'y échappe pas: se méfiant toujours des femmes, elle les maintient dans une catégorie à part et les souhaite dépendantes et soumises. Il lui faudra pourtant évoluer.

Et réparer le mal fait hier. Les torts causés à des générations de femmes et d'enfants, maltraités dans des familles où régnait la violence, personne n'y peut plus rien. Mais quiconque, aujourd'hui, dispose de moyens pour intervenir doit absolument le faire.

Admettre ses lacunes et dénoncer le climat ambiant pervers qui favorise la violence sous toutes ses formes et ne pas se préoccuper des pouvoirs que l'on dérangera ce faisant, c'est déjà un pas dans la bonne direction.

Accepter, quand on est une institution patriarcale, de changer son discours et de manifester plus de compréhension en est un autre. Tout comme libérer toutes les ressources nécessaires pour qu'évolue la perception que l'on a des traditions et des nouveaux usages, du mariage, de la famille, des femmes et de leur rôle dans la société. L'Église devra ensuite rétablir la confiance.

Le document des évêques québécois propose des pistes que devraient emprunter tous ceux qui, clercs ou laïcs, prétendent oeuvrer au service de leurs concitoyens. Des attitudes et des stéréotypes doivent être corrigés. L'Église qui ne boude pas les mouvements économiques et scientifiques, même si certains de leurs protagonistes peuvent soutenir des positions discutables, doit s'ouvrir au féminisme « à qui elle doit un réveil et une dénonciation de situations injustes et inacceptables ».

Partant de là et poussant encore plus loin sa réflexion, l'institution qui souffre d'une désaffection souvent due à son manque de réalisme et de lucidité et à des complications qu'on ne lui pardonne pas, doit débayer son chemin au nom de l'acte d'amour dont elle est née.

Alors, à force de conviction, elle finira peut-être par convertir ses éléments les plus réactionnaires, à une charité plus authentiquement chrétienne, enfin conforme au message de Celui dont elle prétend s'inspirer.

MARTINE R.-CORRIVAULT



Notes de Lecture



par
Raymond
GIROUX

Les États-Unis dirigistes

Protectionnisme étendu, politique diffuse mais massive de soutien à l'industrie, réglementation à outrance de nombre de secteurs d'activités, voilà normalement la dot d'une économie dirigée, planifiée de bout en bout. Ce portrait s'applique pourtant aux États-Unis contemporains, patrie des chantes de la liberté d'entreprise.

Le Libéralisme à l'américaine résiste mal à l'analyse de Marie-France Toinet et Hubert Kempf, de la Fondation nationale des sciences politiques, et de Denis Lacorne, professeur d'économie.

La diversité du pouvoir, fruit du partage entre les différents ordres et paliers: législatif, exécutif et judiciaire, local et national, « n'empêche nullement son intrusion dans la société civile, écrivent les auteurs. La fragmentation dissimule le carcan ».

Le refus de l'État ne signifie pas l'absence de gouvernement. Le mythe américain du pouvoir absent relève plus de l'idéologie que de la réalité politique. Dès le départ, d'ailleurs, le pays a fondé son développement sur la propriété publique des terres, vendues aux colons au fil des ans selon les priorités expansionnistes.

L'industrie nationale, pour sa part, a pu se construire des assises bien solides derrière une barrière douanière à toute épreuve. Ce protectionnisme original survit dans les politiques commerciales américaines.

Le discours libre-échangiste de Ronald Reagan s'accompagne, dans les faits, d'un renforcement des barrières indirectes au commerce. « L'interventionnisme public est la règle et les contraintes du marché sont organisées, voire tournées par l'État lui-même », disent les trois chercheurs français.

Aucune société n'a eu autant recours à la réglementation que les États-Unis, affirmant-ils. Le processus n'a malheureusement rien d'organisé: le gouvernement régit au coup par coup, selon les urgences des débats publics, les pressions des groupes d'intérêts ou les hauts cris des politiciens.

Règle générale, toute nouvelle loi se veut un compromis entre les divers intervenants et impose la création d'un organisme régisseur structuré selon l'humeur du jour.

Cette absence de coordination crée un véritable maquis: l'industrie de l'acier doit se soumettre à plus de 5 000 réglementations admi-

nistrées par 25 agences fédérales, sans compter les autorités étatiques et locales. Résultat, selon les auteurs: une véritable confusion des pouvoirs.

Le bilan réglementaire est malgré tout nuancé: loin de sombrer dans une idéologie pro ou anti-étatique, les auteurs reconnaissent le besoin de légiférer et appellent à la méfiance envers toutes les hypothèses simplificatrices. M. Reagan lui-même, malgré sa philosophie libérale, a terminé son mandat sur un bilan fort mince en matière de déréglementation.

Il faut dire que l'opinion publique américaine en voulait non pas au principe même de la réglementation, jugée nécessaire notamment pour assurer la protection des consommateurs, mais contre ses abus bureaucratiques rendus possibles par l'incohérence du cadre législatif.

Son bilan antiprotectionniste va au même rythme: la part de marché protégée, pour les produits manufacturés, est passée de 20 % à plus du tiers dès les premières années de son régime.

L'ancien président a également haussé, dans les faits, le soutien gouvernemental aux entreprises. Même si la notion de politique industrielle est taboue, à Washington, et que

celui qui ose dire que le Pentagone joue un rôle économique majeur commet un sacrilège, il faut admettre la vérité de ces deux propositions.

Le phénomène des commandes publiques s'accompagnait d'aide fiscale ou de prêts (ou garanties de prêts) de l'ordre de 196 milliards \$, en 1982. L'État, qu'on le veuille ou non, fait des choix.

L'aide à l'agriculture, au moment où le pays crie au loup contre la Communauté européenne, atteint des sommets mondiaux: protection du marché, soutien aux exportations, avantages fiscaux, la panoplie est complète.

Mais comme cette politique économique n'existe pas, officiellement, nulle officine gouvernementale n'a le mandat de la comptabiliser. Le pouvoir appartient aux autruches!

Les défenseurs de l'anti-étatisme croient à leur dogme non interventionniste malgré l'évidence, et leur message simple convainc les profanes par sa clarté et sa simplicité. Leur évangile ne transmet pourtant pas la vérité.

★ Toinet, Marie-France, Hubert Kempf et Denis Lacorne. *Le Libéralisme à l'américaine. L'État et le marché*. Paris, Éditions Économica (distribution: Le Diffuseur G. Vermette), 314 pages.

Votre Opinion

Pourquoi pas...?

Voici ce que je crois comprendre de la question québécoise... Je pense que les Anglo-Canadiens n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais la réalité québécoise francophone. Ne sont-ils pas la majorité au pays et nous la minorité?... Ce qu'ils veulent en somme, ces gens-là, c'est qu'on se conforme sans mot dire à leur logique de « vainqueurs des plaines d'Abraham », logique d'ailleurs confirmée antérieurement par la « Bible à Durham ».

Eh oui, selon ces Britanniques de souche, le Canada se devait d'être, tout comme les États-Unis, un pays indifférencié, c'est-à-dire un pays unilingue anglais « from coast to coast ». Le slogan: « One nation, one people, one country » leur trotte dans la tête, comme un principe immuable et inattaquable... Quand un Anglais nous dit le contraire, qu'il nous parle par exemple de sympathie et de compréhension, de bilinguisme « at large », voire de reconnais-

sance du fait français, on dirait qu'il a fond il ment, attendu que mentir, c'est justement dire le contraire de ce qu'on pense.

Oui, le Canada anglais a toujours cru, à tort ou à raison, que « le Québec récalcitrant » finira bien un de ces jours par se ranger, qu'il deviendra, enfin, « une province comme les autres ». Hélas, ce vouloir tenace de vivre en français au Québec le bouleverse au point de nous dire présentement: « Faites donc à votre tête. « Sacrez l'camp ». Fondez-le votre pays souverain! »

Devrions-nous, en tant que peuple distinct, sauter sur cette occasion?... Pourquoi pas.

C.-A. Poirier
Saint-Antoine

Posons des gestes

Après avoir lu l'article de Richard Hoffman sur l'Alliance pour la préservation de l'anglais, j'étais complètement révoltée.

Le principal but de l'Alliance est de mettre un terme à l'usage du français ailleurs qu'au Qué-

bec. Le concept est déjà révoltant et l'action encore plus.

M. Goff, membre et représentant de l'Alliance parle de nous comme des envahisseurs. Le mot est fort quand on pense que les francophones sont minoritaires au Canada. Quand on sait que les 4/5 de la population du Canada sont anglophones, on se demande pourquoi cet alarmisme outrancier? Pourquoi cette peur?

C'est à cause de l'adoption de la loi sur les langues officielles en 1969 qui faisait du français et de l'anglais les deux langues officielles au Canada qu'aujourd'hui les membres ontariens de l'Alliance se plaignent d'être déstabilisés de leur travail à cause que la loi sur la langue a créé l'accroissement de postes requérant l'usage des deux langues, ce que peu d'Ontariens de l'Est possèdent.

Pourtant c'est une réalité à laquelle font face chaque jour beaucoup d'entre nous sans traiter les anglophones d'envahisseurs. Ces anglophones revendiquent l'anglais en disant

que ce sont eux qui ont remporté la bataille des plaines d'Abraham. Heureusement que des personnages politiques importants et influents ont soumis et fait accepter des lois pour protéger les droits des francophones au Québec et hors-Québec. On a bien droit à une part du Canada.

Je suis fier d'être francophone et de notre culture et s'il faut poser des gestes pour défendre nos droits linguistiques alors POSONS-LES.

Céline Garnier
Québec

Un mirage

On peut certes se réjouir à l'annonce de l'harmonisation des normes canadiennes d'émissions des gaz d'échappement des véhicules motorisés à celles de la Californie. La réduction de 60 % des émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de 36 % des hydrocarbures (HC) ne constitue toutefois pas une panacée et pourrait même accentuer le problème environnemental qui inquiète actuellement le plus la

communauté scientifique mondiale: l'effet de serre.

Alors que les émissions d'hydrocarbures et de NOx diminueront vraisemblablement au cours des prochaines années, les rejets de gaz carbonique (CO₂), qui sont à l'origine du réchauffement anticipé de la planète, pourraient augmenter significativement.

Il n'existe présentement qu'une façon de réduire les émissions de gaz carbonique, le produit inéluctable de toute combustion: la rationalisation de la consommation énergétique. Dans le domaine du transport cela signifie une réduction du kilométrage total parcouru et/ou encore la mise en marché d'automobiles qui consomment moins par kilomètre.

La nouvelle loi ignore totalement ce fait. Elle privilégie plutôt l'efficacité marginale dans l'épuration, c'est-à-dire l'adoption de convertisseurs catalytiques plus performants.

Le parc automobile mondial ne cesse de s'accroître, le kilo-

métrage total parcouru augmente en flèche et la consommation d'essence suit la même tendance. Actuellement le secteur du transport produit 17 % des gaz responsables du problème de l'effet de serre. Avec ses 13 millions de véhicules légers, le Canada contribue significativement au rejet d'origine humaine du gaz carbonique dans l'atmosphère. S'il veut donner suite à son engagement pris en 1988 à la Conférence de Toronto sur les changements climatiques qui l'amènerait à réduire ses émissions de CO₂ de 20 % d'ici 2005, le Canada devra développer une stratégie de réduction de ses émissions de CO₂ qui tienne compte, de la diminution de la consommation énergétique dans le secteur du transport.

Autre fait à noter, la mise en application des normes prescrites dans cette nouvelle loi concerne les voitures neuves qui seront mises sur le marché à partir de 1994 seulement.

Normand Bergeron, vice-président, Association québécoise de lutte contre les pluies acides (AQLPA)

GROS PLAN SUR LE MONDE

Le sommet de Malte inquiète l'Europe de l'Ouest

BERLIN-OUEST — Tandis que le bloc de l'Est n'en finit pas de craqueler, les deux Grands, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, préparent leur rencontre de décembre à Malte.

par DANIEL TACET
COLLABORATION SPÉCIALE AU SOLEIL

C'est, depuis Yalta, la plus importante réunion stratégique entre les superpuissances. Elles y parleront officiellement de désarmement mais on sait qu'il sera aussi question des bouleversements en Europe de l'Est. Cette « poudrière » quant à l'ordre du jour s'explique aisément : pas question de froisser la susceptibilité des Européens de l'Ouest, premiers concernés par ce qui se passe à leurs frontières. À tout le moins, François Mitterrand, président en exercice de la Communauté européenne, a été consulté par Moscou et Washington. Un peu plus tard, le président français se rendra en Union soviétique. C'est dit et répété : pas question de prendre des décisions sur le dos des Européens.

Voilà pour le décor, mais dans les faits on sent dans les capitales européennes que l'enjeu, s'il concerne le vieux continent, représente des choix politiques et économiques considérables pour les

deux grandes puissances. Il s'agit en cette période de « déglaciation » de savoir s'il convient ou non de lever un peu la garde tant à l'Est qu'à l'Ouest. Des dépenses considérables pour les Américains qui, en entretenant 305 000 hommes en Europe, dépensent chaque année 120 milliards \$.

Car si Gorbatchev dont l'économie est exsangue doit impérativement mettre un frein à la course aux armements classiques, il en est de même pour les États-Unis aux prises avec un déficit budgétaire chronique. Bush n'envisage-t-il pas de réduire de 180 milliards \$ le budget de la Défense pour la période allant de 1991 à 1994 ? Cette restriction conduirait, selon les experts, à diviser par deux le nombre de militaires américains basés en Europe au titre des forces de l'OTAN.

Mikhaïl Gorbatchev, qui a déjà fait d'énormes concessions dans ce domaine, tentera cette fois encore d'aller plus loin. Or les Européens de l'Ouest ne se sentent guère rassurés par ce projet. La raison en est simple : une réduction à part égale des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie provoquerait un déficit stratégique pour les Européens de l'Ouest.

Car les Américains, en se retirant partiellement, laisseraient le champ libre aux Soviétiques et aux pays satellites... qui, eux, resteraient géographiquement très proches de l'Europe. Et lorsque l'on sait que les forces du Pacte de Varsovie représentent plus de cinq millions d'hommes alors que celles de l'OTAN n'en alignent que 3,5 millions, les Européens ont toutes les raisons d'être inquiets.

L'atout nucléaire

Ce déséquilibre est également patent lorsqu'il s'agit des missiles nucléaires. « La seule chance dans cette affaire, dit un diplomate français, c'est que la Grande-Bretagne et la France détiennent toutes deux l'arme nucléaire plus que jamais, en raison de la nouvelle donne dissuasive ». Et les Allemands de l'Ouest, qui ont longtemps critiqué la politique nucléaire de la France, ne sont pas loin de penser qu'il s'agit désormais pour eux d'un bouclier bien rassurant. Compte tenu de ce qui se passe à l'Est, ce n'est pas de-

main que la France acceptera de sacrifier sa force de dissuasion décidée naguère par de Gaulle.

Marge de manoeuvre

Ce n'est qu'après les indispensables mises au point entre Européens que la Communauté occidentale pourra venir en aide à l'Est, laisse-t-on par ailleurs entendre, dans les milieux diplomatiques parisiens.

Autre question et non la moindre : les Allemands de l'Est contraints sous la pression de la rue d'amorcer des réformes économiques rapides, accepteront-ils la main tendue par Bonn, à savoir une réunification qui n'en aurait pas le nom mais qui interviendrait de facto si l'aide économique massive promise remettait à niveau la situation dans ce pays ? Rien n'est moins sûr. Gorbatchev l'a dit et répété : oui à l'ouverture mais pas question pour les pays frères de quitter le giron du Pacte de Varsovie. Voilà bien en vérité la question de fond : jusqu'où Moscou laissera faire les choses en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est ? Un rapprochement trop marqué avec l'Ouest ne pourrait évidemment qu'affaiblir l'Union

soviétique.

Par là-même, les économies occidentales accepteront-elles d'aider aveuglément des pays qui consacrent en moyenne 40 % de leur produit national à l'armement ? Autant de questions qui devraient trouver une esquisse de réponse en décembre lors des différents sommets. À moins que d'ici là la révolution en marche à l'Est ne s'accélère encore. Mikhaïl Gorbatchev qui connaît toute la valeur des symboles pourrait, dit-on à Berlin, assister à la démolition du dernier bastion communiste : la porte de Brandebourg,

image de l'unité allemande. Bien entendu, il accomplirait ce geste, lourd de significations, sur le chemin qui le conduira à Malte où il confèrera avec George Bush. C'est pourquoi on se plaît à répéter en Europe que Bush aurait pu faire un geste politique de première importance en se rendant dans l'ancienne capitale du Reich le lendemain de l'ouverture de la frontière. Gorbatchev pourrait donc bien prendre son homologues américain de vitesse. Et marquer des points indispensables dans cette guerre également psychologique.



Gil

COURTEMANCHE

Edmedia

Le monde occidental devrait réfléchir avant d'empocher

Il y a deux semaines, le Mur tombait. Il y a deux jours, 250 000 Pragoïses se sont réunies à la place Wenceslas pour écouter Alexander Dubcek le jardinier du printemps tchécoslovaque de 1968. Brian Mulroney a dansé sur la place Rouge pendant que 200 hommes d'affaires canadiens tentaient de signer leur nom sur les lignes pointillées qui leur ouvriraient les portes de la Banque centrale de l'URSS.

Lech Walesa a fait le tour du Canada et des États-Unis courtisant plus les banquiers que les syndicalistes. Aux États-Unis, un des « columnists » conservateurs les plus influents, George Will, invite le président Bush à poursuivre la lutte à l'Union soviétique en forçant l'Est à devenir capitaliste. En deux semaines, les Berlinois de l'Est sont allés dépenser environ 1 milliard \$ à Berlin-Ouest, tout en y faisant pénétrer en fraude des saucisses subventionnées par le gouvernement encore communiste, pour pouvoir les vendre avec profits et s'acheter un peu plus de Big Macs. Aux États-Unis, on regarde de plus en plus sérieusement vers le budget de la Défense pour pouvoir aller y chercher les sommes énormes qui pourraient aider à diminuer l'imposant déficit budgétaire. Au Canada, pays toujours en retard sur les nouvelles, la ministre associée de la Défense, Mme Mary Collins, a déclaré sans faire rire d'elle qu'il n'était absolument pas question de réduire nos dépenses militaires. Il ne faudrait quand même pas rendre la TPS inutile, n'est-ce pas ?

De nouveaux consommateurs

Il se dégage de tous ces événements en apparence disparates quelques lignes de force et surtout des interrogations pressantes.

Une première constante : malgré tout le discours triomphateur sur les victoires de la liberté et de la démocratie que tiennent les chefs d'État occidentaux, c'est la création de nouveaux espaces de consommation débridée qui fascine et qui oriente l'action de l'Occident. L'espace ex-communiste a tous les avantages et aucun des désavantages des pays pauvres : grandes populations, main-d'œuvre à bon marché, mais éduquée, valeurs culturelles communes et probable stabilité politique.

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui tentent difficilement d'en venir à un nouvel accord avec la Communauté économique européenne ont bien analysé ce bouleversement des pôles d'intérêt en Occident. L'ambassadeur du Sénégal lors de ces négociations, M. Fallou Kané, a rappelé qu'en quelques mois seulement, les promesses d'aide à la Pologne et à la Hongrie équivalaient à 60 \$ par Polonais et Hongrois pour les trois prochaines années, alors que durant les cinq dernières années, les pays de la CEE ont dépensé environ 9 \$ par habitant dans les 66 pays d'Afrique, des Caraïbes et de l'Asie qui ont des relations contractuelles avec la CEE.

Manque de vision d'Ottawa

Une autre constante se dégage, celle-là plus nord-américaine : alors que toute une partie du monde remet ses structures et ses habitudes de pensée en question, les gouvernements américain et canadien ne semblent pas vouloir profiter autrement que commercialement et idéologiquement de ces bouleversements. Comment se fait-il qu'aucun débat sérieux n'a été engagé ici sur le rôle futur des alliances militaires ? Sur les sommes consacrées à la Défense, sur la nécessité immuable de celles-ci ? Les transformations à l'Est devraient être l'occasion rêvée pour une puissance moyenne comme le Canada de réaligner ses priorités et de remettre en question sa propre vision de l'équilibre politique mondial. À ce titre, l'absence totale de propositions nouvelles, d'imagination et d'audace qui a caractérisé la visite de M. Mulroney à Moscou est désolante. L'attentisme, la paralysie et le manque d'imagination de notre politique étrangère devraient nous inquiéter. L'Histoire offre peu d'exemples semblables de se démarquer et de contribuer à un meilleur avenir pour la planète.

Le monde capitaliste n'est pas parfait

Quant aux questions que les événements de l'Est soulèvent, elles sont nombreuses, mais deux inconnues me semblent dignes de mention. En même temps que nous disons aux gens de l'Est que nous sommes prêts à les aider dans leur appétit de croissance économique, leur disons-nous aussi que la loi du marché fait en sorte que nous consacrons un quart ou un tiers de nos revenus au seul logement, alors que cette portion dans les pays socialistes est toujours inférieure à un dixième ? Rappelons-nous, en toute honnêteté, que certaines tares du capitalisme sont comparables à certaines faillites que les pays de l'Est veulent oublier en se lançant dans la liberté ? Pensons en particulier à la situation des sans-abri, au dépérissement des villes et aux services de santé dans ce Paradis de la liberté que sont les États-Unis ? Je n'en suis pas certain.

Des vues trop à court terme

Quant à l'autre question, elle a été soulevée par l'agronome et écologiste René Dumont lors de son passage à Montréal, cette semaine. « Chaque gaspillage d'énergie, a-t-il déclaré, constitue un meurtre contre les pays du Tiers-Monde. » C'est la consommation débridée de l'Occident qui menace le plus les pays pauvres. En faisant tout pour que ce comportement de consommateur goinfre soit transposé dans les pays de l'Est, ne sommes-nous pas encore une fois en train d'échanger des petits gains à court terme pour de désastreuses faillites à long terme ? Personne ne peut répondre de façon catégorique à ces questions. Il est temps cependant que nous cessions de nous laisser porter par l'euphorie du Mur et que nous arrêtons pour nous demander où cela pourrait nous mener, si pour une fois nous réfléchissions avant d'empocher.

La méfiance reste de mise à Mansfeld

BERLIN-EST — C'est une révolution très germanique, donc disciplinée, qui secoue l'Allemagne orientale. Que ce soit à Leipzig où, chaque lundi, les manifestants défilent dans l'ordre. Ou à Berlin-Est où le passage à l'Ouest devenu banal n'excite plus la curiosité. Ce qui frappe surtout ici, c'est l'extraordinaire sang-froid des protagonistes de cet événement historique. Pas de gestes démonstratifs ; les commerçants de Berlin-Ouest accueillent les nouveaux acheteurs comme s'il ne s'était rien passé depuis 1961. On est loin de ce qui se passe en Pologne, en Tchécoslovaquie ou même en Bulgarie.

par DANIEL TACET
COLLABORATION SPÉCIALE AU SOLEIL

Spectacle ahurissant pourtant que celui de ces milliers d'Allemands de l'Est facilement reconnaissables à leur accoutrement des années 50. Ces exilés d'un jour, pour la plupart, côtoient des Berlinois de l'Ouest fiers de faire partie de la vitrine de l'opulent Occident. Et ils découvrent les délices de la consommation comme s'il s'agissait d'un rêve. Il est émouvant de voir les enfants regardant les vitrines de jouets ou goûtant leur première banane.

L'émerveillement de cette population donne aussi mauvaise conscience aux Européens de l'Ouest. Comment ont-ils pu vivre aussi près et aussi longtemps sans « savoir ». Car les langues se délient à l'Est comme pour exorciser un démon qui s'appelle communisme. Étonnant, en effet, de voir soudain ces gens parler de leur vie, de leurs contraintes, de leurs désirs. Mais avant tout être libres. Certains, les plus anciens, ont d'ailleurs peur de ne vivre qu'un rêve.

La majorité des Allemands de l'Est sait que rien ne pourra plus être comme avant. Et qu'entre le désir des Occidentaux de faire brutalement de la RDA un « pays comme un autre » et la réalité du pays, il y a un long chemin à faire. Cela s'appelle l'apprentissage de la démocratie car la liberté est une notion difficile à maîtriser. Trois générations d'Allemands de l'Est doivent maintenant apprendre à vivre en hommes responsables, ce qui ne sera pas évident.

Le pays profond

Ce qui frappe également, c'est l'énorme décalage qui existe entre les grandes villes et la RDA profonde. Fait impensable il y a enco-

re 15 jours, j'ai pu circuler seul à travers le pays sans être constamment épié par le « guide-interprète » que les pays totalitaires imposent à leurs visiteurs. Cela m'a ainsi permis d'abandonner les festivités berlinoises pour me plonger au cœur du pays.

« Mansfeld-la-Rouge » par exemple, a été ainsi nommée en raison de son activité principale : l'extraction du cuivre. Les rois de Prusse promettaient de faire de cette région l'Eldorado de l'Europe centrale. Mais il n'en fut rien. Mansfeld est triste à mourir. De temps à autre, un étranger demande où se trouve le monument élevé à la mémoire du réformateur Luther. S'il n'y prend garde, il aura vite fait de se trouver devant la statue de Lénine offerte par les Soviétiques et qui orne la place centrale de cette petite ville.

Dans la « Gasthaus » où l'on vous sert une soupe glauque accompagnée de pain rassis, les consommateurs se taisent à la vue de l'étranger. Pas de haine, non, simplement de la méfiance. On se trouve vraiment dans un autre monde. Un responsable du syndicat « libre » avec qui j'ai rendez-vous, se présente. L'homme est froid, il souhaite aller à l'essentiel. Il a obtenu l'autorisation de me faire faire un tour de la fonderie. Cette visite au pas de course me permet de mesurer le décalage considérable qu'il peut y avoir avec l'Occident.

Il est vrai que les installations ont 80 ans ; le syndicaliste est tout fier de me signaler qu'il s'agit là de la légendaire qualité prussienne. Étonnant aussi de voir autant de femmes à des postes de travail pénibles. « C'est que, souligne mon mentor Manfred Engtholze, la RDA a besoin de toutes ses forces vives ».



Un policier est-allemand vérifie les papiers d'identité d'un client d'un magasin de Berlin-Est. Pour éviter que les étrangers, notamment les Polonais, ne voient les étalages à la suite de l'ouverture des frontières, les autorités est-allemandes ne permettent la vente de certains articles en quantités limitées qu'à leurs ressortissants.

Pénurie de main-d'œuvre

De fait, avec les fuyitifs de plus en plus nombreux, ce « paradis des travailleurs » risque de devoir rappeler ses retraités à l'usine... Pour faire face à l'hémorragie, les autorités de Berlin-Est ont d'ailleurs battu le rappel des pays frères. Cubains, Vietnamiens, Mozambicains sont désormais invités à travailler au développement de la RDA.

L'exil concerne en effet davantage ceux qui possèdent une bonne formation. Ainsi, depuis le début des événements, 10 % des 40 000 médecins est-allemands seraient passés à l'Ouest. À Iéna, siège du célèbre fabricant d'optique Karl Zeiss, 15 % des cadres auraient abandonné leur travail. Une situation dramatique, en l'occurrence, car il s'agit là d'une main-d'œuvre très qualifiée qui détient également de lourds secrets puisque Zeiss travaille énormément pour l'armement. À l'évidence, ces « fuyards » n'auront aucun mal à se recaser.

Courtoisement, mon nouvel ami Manfred me propose de prendre une bière chez lui. Il habite dans un quartier neuf qui a une vue imprenable sur les crassiers qui ceinturent Mansfeld. Un deux-pièces où il vit avec son épouse Ingrid et ses trois enfants. Il gagne l'équivalent de 200 \$ par mois mais en dépense les deux tiers pour son alimentation. Une nourriture où il n'est pas question de consommer des fruits sauf, à Noël, quelques oranges amères de Cuba. Son loyer, en revanche, est ridiculement bas puisqu'il s'élève à 20 \$ par mois.

Comme le communisme nivelle par le bas, la situation de Manfred correspond à la moyenne du pays. Cette situation, médiocre selon nos critères, fait pourtant envie dans les autres pays de l'Est. « Ici, les frais de scolarité et d'hôpital sont entièrement pris en charge par l'État, remarque Manfred, mais encore faut-il trouver de la place ».

Peu d'initiatives individuelles sont possibles en RDA. S'il est possible de créer une entreprise — pas n'importe laquelle, car c'est l'État qui décide des priorités — elle ne devra jamais employer plus de 10 personnes.

Les Allemands de l'Est qui passent depuis deux semaines Checkpoint Charlie — le poste frontière principal — semblent sortir d'une longue léthargie. Combien d'entre eux resteront à l'Ouest ? Nul ne le sait mais le pari d'Egon Krenz est évidemment risqué. Car, sur le fond, on sent bien que la partie est perdue, le régime étant à bout de souffle. Sur ce point, notre compagnon Manfred était bien d'accord.

Journaliste au Figaro de Paris, Daniel Tacet rentre d'une tournée qui l'a conduit aux quatre coins de la République démocratique allemande.

Berlin-Ouest est assuré d'un boom

BERLIN-OUEST — Berlin n'a jamais été une ville allemande comme les autres. D'abord parce qu'elle fut la capitale de la grande Allemagne. Ensuite parce que ses habitants sont Berlinois avant de se sentir Allemands. C'est dire combien la démolition du Mur a représenté un choc considérable dans la population. Comme si la basse-ville de Québec avait été séparée de la haute depuis près de 30 ans.

Mais cette « réunification » positive a aussi, au-delà des sentiments de fraternité, des conséquences bénéfiques sur les finances de la ville occidentale. Ironie du sort, c'est l'Est déshérité qui vient au secours financier de l'ancienne capitale du Reich. Ainsi, plus de 50 millions \$ se déversent en une seule fin de semaine dans les magasins de la ville. Et comme Berlin vit essentiellement d'activités tertiaires, il s'agit là d'une

véritable manne.

Les responsables locaux imaginent déjà le jour où la convertibilité de l'Ostmark — la devise de la RDA — permettra aux Allemands de l'autre côté du Mur de mieux faire leurs achats à l'Ouest. Un marché prometteur. Toute cette semaine, il a fallu réachalander des magasins, littéralement vidés par des Allemands de l'Est détenant une très bonne épargne qui ne demande qu'à être dépensée. Déjà, un « boom » immobilier

est à prévoir. Non seulement pour loger les « fuyards » qui préfèrent d'ailleurs se rendre à Munich ou à Francfort, mais pour construire les bureaux et entreprises nécessaires au développement soudain de ce marché miraculeux.

Les grands magasins consentent des prix spéciaux aux Berlinois de l'Est et les pétroliers ont installé des pompes à « deux temps » pour faire face à la demande des petites Trabants, voitures d'un autre âge que certains collectionneurs ouest-allemands s'attachent déjà à prix d'or.

Business is business : l'ouverture des frontières profite surtout en ce moment aux « capitalistes » de l'Ouest, confirmant en cela le vieux principe « l'argent va toujours à l'argent ».

En Bref



Funérailles de Moawad

Mme Naila Moawad, veuve du président libanais René Moawad, assassiné mercredi à Beyrouth-Ouest, pose sa tête sur l'épaule de son fils, Michel, alors que sa fille Rima tente de la réconforter durant les funérailles de celui qui n'a été président du Liban que durant 17 jours. La cérémonie a eu lieu hier dans son village natal de Zghorta.

Élections en Uruguay

MONTEVIDEO (AFP) — Les 2,3 millions d'électeurs uruguayens éliront aujourd'hui le nouveau président de la république, 99 députés, 31 sénateurs, et plusieurs maires dont celui de l'influente capitale Montevideo. Selon les derniers sondages, le président de la république serait un conservateur du parti Blanco, Luis Lacalle, et le maire de Montevideo, Tabaré Vasquez, un socialiste marxiste. Toutefois une surprise est toujours possible car le nombre des indécis s'élevait encore à environ 10 % lors des dernières enquêtes.

Inquiétude au Honduras

SAN JOSE, Costa Rica (AFP) — Des élections générales se tiennent aujourd'hui au Honduras dans un climat d'inquiétude en raison des menaces de fraude et de la situation à la frontière du Nicaragua voisin, où les troupes sandinistes sont soupçonnées de préparer des actions contre les sanctuaires des contras en territoire hondurien. Quelque 2 346 000 électeurs sont attendus dans les bureaux de vote du pays, où ils doivent élire au suffrage universel le successeur du président Jose Azcona Hoyos, pour un mandat de quatre ans. Carlos Roberto Flores, du Parti libéral au pouvoir, et Raphael Leonardo Callejas, représentant le Parti national, sont les candidats de loin les mieux placés.

Prisonniers soviétiques libérés

ISLAMABAD (AFP) — Les rebelles afghans vont remettre demain à l'ambassadeur d'Union soviétique au Pakistan, Victor Yakounine, deux prisonniers de guerre soviétiques. L'ambassadeur se rendra à cet effet, pour la première fois, au quartier général du gouvernement provisoire des rebelles afghans, à Peshawar. La libération des deux Soviétiques, à la suite d'une intervention de la première ministre pakistanaise Benazir Bhutto représente « un geste de bonne volonté » de la guérilla afghane selon les autorités d'Islamabad.

Un impôt sur le divorce

COPENHAGUE (AFP) — Toutes les recettes sont bonnes à prendre pour le ministre danois des Finances, Henning Dyremose, qui songe à créer un impôt spécial sur le divorce, a rapporté le quotidien Extra-Bladet de Copenhague. Les quelque 30 000 hommes et femmes qui divorcent en moyenne chaque année au Danemark devraient s'acquitter ainsi de 250 couronnes danoises (40,65 \$) par personne pour avoir le droit d'être séparés. Le gouvernement a d'autres projets en gestation comme la taxe sur le changement d'identité (également 250 couronnes) et pour l'obtention de la carte de sécurité sociale (100 couronnes).

Deng ne boit plus, ne fume plus

BEIJING (AFP) — Le dirigeant chinois Deng Xiaoping a non seulement renoncé à la politique, mais aussi à la cigarette et à l'alcool pour rester plus longtemps en vie, a révélé hier le Quotidien du Soir de Canton. « En effet, je ne fume plus et je ne bois plus d'alcool », a répondu Deng, âgé de 85 ans, à des militaires à la retraite qui l'ont rencontré lundi à Beijing. Deng était un fumeur invétéré et un grand amateur de Maotai, alcool de sorgho très prisé des Chinois.

Le succès du premier référendum libre en Europe de l'Est est loin d'être assuré

BUDAPEST (NYTNS, AFP) — C'est aujourd'hui que 7 800 000 Hongrois décideront, lors du premier référendum complètement libre d'Europe de l'Est, de la date et des modalités de l'élection d'un premier président de la République de Hongrie.

Le sujet du référendum a divisé profondément l'opposition et me poussé le plus important des nouveaux partis dans le camp du Parti socialiste au pouvoir, c'est-à-dire l'ex-Parti communiste hongrois.

Krenz dialogue avec la population de Leipzig

LEIPZIG, RDA (AFP, AP) — Poursuivant ses efforts pour améliorer son image, le leader est-allemand Egon Krenz a dialogué hier avec les habitants de Leipzig, berceau de la contestation contre le régime.

Krenz s'est promené dans les rues et a effectué une visite surprise dans le grand magasin d'État « Centrum », a indiqué l'agence est-allemande ADN.

De nombreuses personnes, rapporte encore ADN, ont serré la main du secrétaire général du Parti communiste est-allemand (SED) et l'ont accablé de questions sur l'avenir de Leipzig et de la RDA.

Interrogé sur le fait de savoir pourquoi il n'était jamais venu aux traditionnelles manifestations du lundi à Leipzig, Krenz a répondu que les préparatifs du prochain congrès du Parti communiste est-allemand l'en avaient jusqu'ici empêché. « J'ai choisi de venir un samedi, parce que c'est un jour où on ne travaille pas », a-t-il dit.

La routine

Pendant, ce temps, comme c'est le cas depuis trois fins de semaine, plus de 600 000 Est-Allemands se sont rendus en RFA, où leur venue s'est banalisée au point qu'elle n'est plus mentionnée dans les bulletins d'information qu'au seul chapitre des perturbations routières.

Le renforcement des contrôles douaniers, annoncés vendredi par Berlin-Est, n'a cependant pas véritablement aggravé la situation. Ces nouvelles dispositions douanières sont destinées à empêcher l'exportation de biens est-allemands fortement subventionnés comme la nourriture.

Par ailleurs, la presse est-allemande a rapporté, hier, qu'un policier avait été condamné, vendredi, à une peine de prison de 14 mois pour avoir brutalisé un opposant, lors des manifestations début d'octobre à Berlin-Est. Le policier a été également condamné à

payer des dommages et intérêts, dont le montant doit être fixé ultérieurement.

En raison de l'absence d'unité de l'opposition et d'un manque d'intérêt de la population, il semble que cette consultation historique risque de tourner au fiasco. Si moins de la moitié des électeurs acceptent de se prononcer, le résultat du référendum sera invalidé.

C'est l'Alliance des démocrates libres qui a obligé le gouvernement à tenir ce référendum en recueillant une pétition comportant plus de 200 000 signatures.

Les Démocrates libres veulent obtenir qu'aucune élection majeure n'ait lieu, donc celle du président, au moment où les anciens communistes détiennent encore le pouvoir.

Les néo-socialistes veulent que l'élection présidentielle ait lieu

avant les législatives. L'Alliance des démocrates veut que le président soit, au contraire, élu par le prochain Parlement.

« Je ne sais plus ce que je dois penser, les uns me conseillent de voter oui, les autres disent non, je pense que je resterai à la maison », dit Katalin, une serveuse de restaurant.

Pour Istvan, ouvrier non spécialisé âgé de 30 ans, c'est « tout simplement une bonne chose de voter nous-mêmes et non pas par le truchement du Parlement ».

Les trois autres questions du référendum sont de simples formalités. En effet, la dissolution des milices ouvrières (forces paramilitaires de l'ancien PC), le retrait des cellules du Parti communiste des entreprises et la redistribution du patrimoine du PCH ont déjà été décidés par le Parlement.

En 1990

Prenez de l'avance

avec Fournier Plymouth Chrysler de Lévis

STOCK # 0-1965
PLYMOUTH ACCLAIM 1990

4 portes, moteur 2.5 L, boîte de vitesses automatique, etc.

Location clé d'or

307⁹⁶⁵ \$* par mois

14 595 \$*

STOCK # 0-1918
CHRYSLER LE BARON COUPÉ 1990

moteur 3 L V6, boîte de vitesses automatique 4 vitesses, et plus...

Location clé d'or

376⁹²⁵ \$* par mois

17 995 \$*

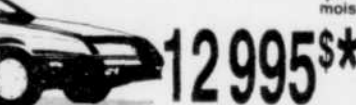
STOCK # 0-1997
CHRYSLER DAYTONA 1990

boîte manuelle 5 vitesses, essuie-glace et lave-glace arrière, etc.

Location clé d'or

274⁴³⁵ \$* par mois

12 995 \$*

STOCK # 0-1951
LOCATION DAKOTA 1990

moteur 3.9 L V6, boîte manuelle 5 vitesses surmultiples, pare-chocs arrière, marchepied, servodirection, etc.

Location clé d'or

267⁷⁰⁵ \$* par mois

12 695 \$*



* Transport et préparation inclus, taxe en sus

** Coût basé sur une durée de 60 mois, allocation de 125 000 km, taxe en sus. Sujet à l'approbation du crédit.

Fournier
plymouth chrysler
CAMIONS DODGE
48, KENNEDY, LÉVIS — 837-2411

Service de limousine pour nos clients, dans toute l'agglomération de Québec.
VENTE ET LOCATION
Dépôt du service ouvert de 8 h à 22 h, du lundi au vendredi.



VOITURE OFFICIELLE

PÂTISSIER - TRAITEUR - CONFISEUR - CHARCUTIER
BOUCHER - FROMAGERAux DÉLICES DE PICARDIE
1292, MAGUIRE, SILLERY - TÉL.: 687-9420TOUS GENRES DE RÉCEPTIONS À DOMICILE
OU AU BUREAULIVRAISON POUR 10 PERSONNES ET PLUS
DANS TOUTE LA VILLE ET LA BANLIEUE
PERSONNEL POUR LE SERVICE

SPÉCIALITÉS DES FÊTES

CHARCUTERIE MAISON

LE PLUS GRAND CHOIX
DE PÂTISSERIES

BALLOTINE DE VOLAILLE - COCHON DE LAIT - CANARD - FAISAN FARCI - PÂTE EN GROUTE - SAUCISSON BRIOCHE - TERRINE DE CANARD - FAISAN - GIBIER - LIEVRE - BRETONNE - TERRINE DE RIS DE VEAU - FONDANT AUX FOIES DE VOLAILLES TRUFFE - BOUDIN BLANC - UNIQUE A QUÉBEC - VÉRITABLE FOIE GRAS DE CANARD FAIT MAISON

SULTAN AUX POIRES - TRIANON - TRUFFE FINE CHAMPAGNE - CHARLEMAGNE - MORTART - MANDARIN - COURONNE A L'ORANGE - GRUYERE - BALTHAZAR - CARACAS - PERCE-NEIGE - CHARLOTTE AUX POIRES - MOKA GRAND MARI - CAFE - CHOCOLAT - MANDARINE - BAVAROISE - 12 VARIETES - PARIS-BREST - ST-HONORE - FRAISIER - FRAMBOISIER - MOKA POIRE WILLIAM - DALHIA - FONDANT CREME MARRON - BOMBE ALASKA - VACHERIN - VARIETE DE SORBETS

VOLAILLES ENGRAISSÉES AUX GRAINS: CAILLES - FAISANS - POULETS - OIES - LAPINS - PERDRIX - CANARDS - LIEVRES - PINTADES - DINDES.

BOUCHERIE: BOEUF DE L'OUEST - VEAU DE LAIT EXTRA - AGNEAU FRAIS.

UN CHOIX DE PLUS DE 150 SORTES DE FROMAGES IMPORTÉS ET LOCAUX.

POUR UN MEILLEUR SERVICE AU TEMPS DES FÊTES, S'IL VOUS PLAÎT PLACEZ VOS COMMANDES A L'AVANCE. MERCI.

687-9420

POUR LA PÉRIODE DES FÊTES, OUVERT 7 JOURS SUR 7 A COMPTER DU 10 DÉCEMBRE PROCHAIN.

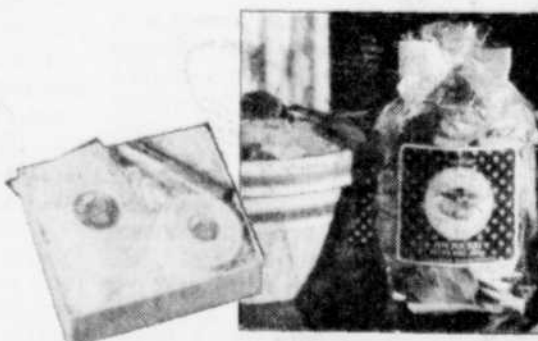
TOUS LES JOURS DE NOS FOURS: BAGUETTES - BOULES - CROISSANTS - PAIN CHOCOLAT - BRIOCHES - PAIN DE BLE ET SEIGLE

LA TENTATION
DE LA SEMAINE

20%

Sur TOUS les DRAPS
Springmaid de teintes unies

20%

Sur une sélection
de produits
CLAIRE BURKLE

laliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC. 525-4841